

**ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION**

TABLE DES MATIÈRES

Déclarations prospectives.....	3
Aperçu général	4
Direction des affaires.....	5
Stratégie commerciale	5
Indicateurs de rendement clés	7
Gestion des risques.....	8
Tendances du marché	8
Principales réalisation de l'exercice 2011	10
Acquisition des actifs de la société Eagle Tool Machine Co. et de sa filiale	11
Opérations sur devises.....	12
Mesures non conformes aux PCGR	13
Données financières annuelles choisies	14
Ventes consolidées	15
<i>Secteur de l'aérospatiale</i>	15
<i>Secteur Industriel</i>	17
<i>Répartition géographique des ventes</i>	17
Bénéfice brut	17
Frais de vente et d'administration	18
Bénéfice d'exploitation	18
<i>Secteur de l'aérospatiale</i>	18
<i>Secteur Industriel</i>	19
Frais de restructuration.....	19
Charge d'impôts sur les bénéfices.....	20
Bénéfice net.....	21
Flux de trésorerie et situation financière	22
<i>Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	22
<i>Activités d'exploitation</i>	22
<i>Activités d'investissement</i>	24
<i>Activités de financement</i>	25
Régimes de retraite.....	26
Offre publique de rachat dans le cours normal des activités.....	26
Capital-actions, régime d'options d'achat d'actions et régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat (régime d'achat d'actions)	26
Régime de droits à la plus-value d'actions et régime d'unités d'actions différées	27
Bilans consolidés.....	29
Aide gouvernementale.....	34
Instruments dérivés, postes hors bilan et engagements contractuels.....	34
Impact de la conjoncture financière et économique.....	35
Principales estimations comptables.....	36
Stocks, frais de développement capitalisés et coût des ventes	36
Écarts d'acquisition et actifs incorporels.....	37
Régimes de retraite et avantages complémentaires de retraite.....	37
Impôts sur les bénéfices	37

Modifications futures de conventions comptables	38
Contrôles et procédures internes	43
Risques et incertitudes.....	44
<i>Dépendance envers des clients importants</i>	44
<i>Disponibilité et prix des matières premières</i>	45
<i>Risques opérationnels</i>	45
<i>Répercussions des activités terroristes et de l'instabilité politique</i>	45
<i>Conjoncture économique</i>	46
<i>Dépenses d'ordre militaire</i>	46
<i>Fluctuations des devises</i>	46
<i>Situation de trésorerie et accès à des sources de financement</i>	46
<i>Clauses restrictives</i>	47
<i>Fluctuation des taux d'intérêt</i>	47
<i>Environnement commercial externe</i>	48
<i>Pertes découlant de réclamations de dommages sous garantie</i>	48
<i>Questions d'ordre environnemental</i>	48
<i>Conventions collectives</i>	48
<i>Main-d'œuvre qualifiée</i>	48
Données financières trimestrielles choisies.....	49
Résultats du quatrième trimestre de l'exercice financier 2011	49
Perspectives.....	50
Renseignements supplémentaires et information continue	52

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation (l'« analyse ») vise à fournir au lecteur un aperçu des changements survenus dans la situation financière de Héroux-Devtek inc. (« Héroux-Devtek » ou « la Société ») entre le 31 mars 2010 et le 31 mars 2011. Elle permet également de comparer les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de l'exercice terminé le 31 mars 2011 à ceux de l'exercice précédent.

Cette analyse doit être lue en parallèle avec les états financiers consolidés vérifiés du 31 mars 2011, disponibles sur le site Web de la Société au www.herouxdevtek.com. Les états financiers consolidés de Héroux-Devtek ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »). La Société publie ses résultats en dollars canadiens. Sauf indication contraire, tous les montants apparaissant dans cette analyse sont exprimés en dollars canadiens.

Déclarations prospectives

Dans le but de fournir aux actionnaires et aux investisseurs potentiels des renseignements concernant Héroux-Devtek, notamment l'évaluation par la direction des projets et des opérations à venir, certaines déclarations de la présente analyse constituent des déclarations prospectives soumises à des facteurs de risque, des incertitudes et d'autres facteurs importants susceptibles de faire en sorte que le rendement réel de la Société diffère grandement de celui indiqué ou sous-entendu par ces déclarations prospectives.

Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter : l'impact des conditions économiques mondiales et, en particulier, la conjoncture au Canada et aux États-Unis; la situation de l'industrie, y compris les amendements aux lois et aux règlements; l'intensification de la concurrence; une pénurie de personnel ou de gestionnaires qualifiés; la disponibilité et les fluctuations des prix des matières premières; les variations des taux de change ou d'intérêt; la volatilité des marchés boursiers et les incidences des politiques comptables établies par les autorités de normalisation canadiennes, américaines et internationales. Certains de ces facteurs font l'objet d'une description plus détaillée à la rubrique intitulée « Risques et incertitudes » de la présente analyse. Il faut noter que la présente liste de facteurs susceptibles d'influer sur la croissance, les résultats et le rendement à venir n'est pas exhaustive, et que le lecteur ne devrait pas accorder une confiance induite aux déclarations de nature prospective.

Bien que la Société estime que les attentes exprimées par le biais des déclarations prospectives sont fondées sur les renseignements dont elle disposait au moment où elle a formulé lesdites déclarations prospectives, rien ne peut garantir que ces prévisions se révéleront exactes. Toutes les déclarations prospectives faites ultérieurement, par écrit ou verbalement, par la Société ou quiconque agissant en son nom, doivent être considérées expressément à la lumière des mises en garde susmentionnées. À moins qu'elle n'y soit tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la Société nie expressément toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser tout énoncé prospectif, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements à venir ou autrement.

Aperçu général

Héroux-Devtek et ses filiales se spécialisent dans la conception, le développement, la fabrication, la réparation et l'entretien de systèmes et de composants destinés essentiellement aux secteurs de l'aérospatiale et Industriel. Par conséquent, une part importante des ventes de la Société est réalisée auprès d'un nombre limité de clients situés pour la plupart aux États-Unis et au Canada.

C'est en 1942 que la Société a été fondée sous la dénomination sociale de Héroux Machine Parts Limited, laquelle est devenue par la suite Héroux inc. La Société a fait son entrée en Bourse en 1986. En 2000, celle-ci a procédé à l'acquisition de Devtek Corporation. Les deux entités ont ensuite fusionné pour former Héroux-Devtek inc., l'un des plus importants fabricants de deuxième niveau (*second tier*) de l'industrie aérospatiale canadienne.

Le 1^{er} avril 2004, la Société a procédé à l'acquisition de Progressive Incorporated (« Progressive »), une société privée du Texas spécialisée dans la fabrication de composants structuraux de grande dimension destinés aux avions militaires. Cette transaction a permis à la Société d'accroître ses compétences en matière d'aérostructure et lui a ouvert les portes de l'important marché de l'aérostructure militaire.

Le 28 avril 2010, la Société a complété l'acquisition d'Eagle Tool & Machine Co. et de sa filiale, deux sociétés privées basées dans l'Ohio, qui fabriquent des produits de trains d'atterrissage destinés principalement au secteur de l'aérospatiale militaire.

Héroux-Devtek dessert deux grands secteurs d'activité : l'aérospatiale et les produits industriels. La Société fournit des trains d'atterrissage aussi bien aux marchés commerciaux que militaires du secteur de l'aérospatiale (y compris des pièces de rechange et des services d'entretien et de réparation) ainsi que des composants structuraux d'avions (incluant des ensembles prêts-à-monter). Dans le secteur commercial, la Société est présente sur les marchés des jets d'affaires, des jets régionaux, des hélicoptères et des gros porteurs commerciaux. Dans le secteur militaire, la Société fournit des pièces et des services destinés aux principaux programmes d'avions militaires, pour la plupart des États-Unis.

Les composants de grande dimension pour le matériel affecté à la production d'énergie et l'équipement lourd constituent les principaux produits offerts par Héroux-Devtek dans le secteur Industriel. À cet égard, les principaux clients de la Société sont The General Electric Company (GE) et Caterpillar. La Société vend également des composants de précision destinés à d'autres applications industrielles, notamment pour le secteur de l'énergie éolienne.

La répartition des ventes de la Société par secteur d'activité se présente comme suit :

	2011	2010
Aérospatial	93 %	93 %
Industriel	7 %	7 %
	100 %	100 %

Héroux-Devtek vend ses produits surtout à des fabricants d'équipement d'origine (OEM) comme Lockheed-Martin, Bombardier, Goodrich et Boeing, mais également sur le marché secondaire où elle compte parmi ses principaux clients l'Armée de l'air américaine et la Marine américaine. Au cours de l'exercice financier 2011, les ventes réalisées auprès de ces six clients ont représenté environ 60 % du total des ventes consolidées. Plus précisément, un des clients de la Société représente à lui seul 19 % des ventes consolidées et deux autres en représentent entre 13 % et 14 %. Tous trois oeuvrent dans le secteur de l'aérospatiale.

Le secteur de l'aérospatiale regroupe les lignes de produits Trains d'atterrissage et Aérostructure. Le secteur Industriel regroupe quant à lui les activités liées à la fabrication de composants de grande dimension pour le marché de la production d'énergie, de même que d'autres produits fabriqués par la ligne de produits Industriels. La ligne de produits Trains d'atterrissage se spécialise dans la conception, la fabrication, la réparation et l'entretien de trains d'atterrissage et dessert les secteurs commercial et militaire; elle a mis sur pied une équipe d'ingénierie de conception chevronnée et reconnue. La ligne de produits Aérostructure fabrique des composants structuraux d'aéronefs, dont les dimensions varient de petite à très grande, destinés aux marchés de l'aérospatiale commerciale et militaire. Le secteur de l'aérospatiale englobe les lignes de produits Trains d'atterrissage et Aérostructure du fait notamment que leurs produits et services, procédés de fabrication, types de clients et méthodes de distribution sont similaires. La ligne de produits Industriels fabrique des composants de grande dimension pour le matériel affecté à la production d'énergie, notamment dans le secteur de l'énergie éolienne, et pour d'autres marchés industriels.

Direction des affaires

Les secteurs et les lignes de produits de la Société sont gérés de façon décentralisée, de façon à stimuler l'esprit d'entreprise et l'engagement de tous les membres du personnel. Chaque ligne de produits dispose des ressources de gestion, d'ingénierie, de fabrication et de commercialisation nécessaires pour répondre aux besoins spécifiques des segments de marché visés par ses activités. La croissance et la rentabilité de chacune des lignes de produits sont du ressort d'un vice-président-directeur général relevant du président et chef de la direction de la Société. D'autre part, les vice-présidents, Finances de chacune des lignes de produits relèvent du vice-président Contrôle et technologie de l'information et du vice-président exécutif et chef de la direction financière de la Société.

Le siège social de la Société assume les responsabilités liées à la publication des résultats financiers et autres documents de la Société, veille à ce que cette dernière s'acquitte de ses obligations en matière de divulgation d'information et prend la responsabilité des décisions de nature financière et des orientations stratégiques entourant le développement des affaires. Le siège social de la Société fournit son soutien à chaque ligne de produits quant à la préparation de plans budgétaires et stratégiques, au développement de nouveaux produits et marchés, ainsi qu'en matière de gestion des relations publiques, des contrôles et rapports financiers, des consultations juridiques, des ressources humaines et des technologies de l'information.

Stratégie commerciale

La stratégie commerciale de Héroux-Devtek consiste à se positionner comme fournisseur clé auprès de sa clientèle des trois principaux piliers sur lesquels reposent ses activités, à savoir : les lignes de produits Trains d'atterrissage et Aérostructure dans le secteur de l'aérospatiale et les

composants industriels pour le matériel affecté à la production d'énergie. Pour la Société, être un fournisseur clé signifie s'occuper aussi bien de la fourniture de composants fabriqués que de services de conception, d'assemblage et de gestion de programmes, et ce, dans le but de devenir un fournisseur de services complets et permettre à ses clients de se concentrer sur leurs activités principales. Pour y parvenir, la Société s'emploie à parfaire son savoir-faire technique et ses compétences en matière de gestion pour être en mesure d'ajouter de la valeur aux produits à un coût concurrentiel. Par ailleurs, la Société cherche à croître en vue d'atteindre une masse critique dans chacun de ses marchés, tout en conservant une situation financière saine et des rendements solides.

Concrètement, cette approche se traduit par :

- une démarche ciblée visant la spécialisation de ses usines dans la fabrication de certains types de composants et l'offre de services spécifiques;
- des systèmes d'information normalisés et compatibles à l'échelle de la Société;
- la migration des connaissances techniques et gestionnelles entre les lignes de produits;
- une approche reposant sur l'allègement du processus de fabrication dans l'ensemble de ses usines (*lean manufacturing*);
- la stabilité des revenus par la conclusion d'ententes à long terme avec ses clients, lorsque possible;
- le maintien d'une répartition équilibrée du chiffre d'affaires entre les marchés civils et militaires et le domaine industriel;
- le maintien et le développement d'une culture entrepreneuriale reposant sur la participation, la volonté et l'engagement de ses employés.

Héroux-Devtek cherche à croître de façon externe par le biais d'acquisitions d'entreprises susceptibles de s'intégrer facilement à ses activités actuelles ou de lui procurer des technologies complémentaires aux siennes, et ce, dans le but d'accroître la valeur ajoutée qu'elle dégage de ses activités. En ce qui concerne la croissance interne, la Société vise :

- le développement de produits exclusifs à valeur ajoutée par le truchement de ses activités liées à l'ingénierie de conception;
- la pénétration ou le renforcement de sa présence dans certains secteurs d'activité dont ceux du marché secondaire des services de réparation et d'entretien des trains d'atterrissage commerciaux et militaires, de la conception et de la fabrication de trains d'atterrissage de petite à moyenne dimension et des assemblages structuraux complets pour les fabricants d'origine d'aéronefs commerciaux et militaires;
- la diversification de la clientèle pour ses lignes de produits existants, ce qui, en règle générale, signifie trouver de nouveaux fabricants d'origine susceptibles d'être intéressés par ses trains d'atterrissage, ses composants de structure d'aéronefs et ses produits industriels.

Indicateurs de rendement clés

Héroux-Devtek évalue le rendement global de la Société à l'aide des éléments suivants :

- la rentabilité;
- les liquidités;
- la croissance et la position concurrentielle;
- la satisfaction de la clientèle;
- la situation financière et les rendements.

À cette fin, la Société a développé des indicateurs de rendement clés (« IRC »). Le tableau ci-après présente un résumé de ces indicateurs ainsi que les éléments qu'ils permettent d'évaluer.

Éléments évalués	Rentabilité	Liquidités	Croissance et position concurrentielle	Satisfaction de la clientèle	Situation financière et rendements
IRC	Bénéfice brut	Bénéfice avant intérêt, impôt et amortissement (BAIIA)	Ventes	Livraison en temps opportun	Fonds de roulement
	Bénéfice d'exploitation Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA)	Flux de trésorerie disponibles	Carnet de commandes (commandes fermes)	Rendement et coûts liés à la non-qualité	Ratio de la dette à long terme/capitaux propres
	Objectifs en matière de réduction des coûts	Rendement sur l'actif net utilisé (RANU)	Part de marché sur les marchés de produits de créneaux dans lesquels la Société évolue	-	Ratio de la dette nette/capitaux propres
	Utilisation de la capacité de production	-	Valeur ajoutée aux produits en tant que pourcentage des ventes	-	Rendement des capitaux propres et RANU
Ce qui est évalué	Évaluation du rendement de l'exploitation	Évaluation de la génération de liquidités	Évaluation de la croissance, indicateurs des revenus futurs et évaluation de la position concurrentielle	Évaluation des engagements envers la clientèle et fiabilité des produits	Évaluation de la solidité de la situation financière à court et long terme et rendements aux actionnaires

La plupart de ces IRC sont traités ultérieurement dans la présente analyse et sont compris également dans les faits saillants financiers du rapport annuel de l'exercice financier 2011 de la Société. Certains de ces IRC ne sont pas divulgués au public étant donné qu'ils sont de nature concurrentielle.

Lors de l'exercice financier précédent, la tendance du marché avait eu des répercussions manifestes sur l'utilisation de la capacité de production de la Société et avait exercé une pression supplémentaire sur l'imputation des coûts pour certaines unités d'exploitation de la Société, tandis que pour l'exercice 2011, la Société a profité de l'amélioration continue du marché de l'aérospatiale commerciale, en particulier dans la seconde moitié de l'exercice (se référer à la rubrique « Bénéfice brut » ci-après). La livraison en temps opportun et les coûts liés à la non-qualité sont des indicateurs de la satisfaction de la clientèle que Héroux-Devtek surveille étroitement. La Société a constamment amélioré ces indicateurs au cours des dernières années et continue de porter une attention particulière à la grille d'évaluation de la qualité et aux rapports sur la qualité des produits de ses principaux clients.

En outre, le régime de rémunération incitative de la Société est fondé sur l'atteinte de certains objectifs financiers et d'objectifs personnels particuliers. Les objectifs financiers sont le RANU, le bénéfice d'exploitation, les ventes, le bénéfice net et le bénéfice net par action.

Gestion des risques

Le processus de gestion des risques de la Société porte essentiellement sur la définition et l'évaluation des risques et des occasions d'affaires et sur la mise en place de stratégies et de contrôles permettant de gérer, de surveiller et de communiquer lesdits risques. Pour faciliter l'atteinte de ses objectifs en matière de gestion des risques, la Société a inclus les activités de gestion des risques et de contrôle aux responsabilités opérationnelles de la direction de chacune des lignes de produits. Ultimement, c'est au conseil d'administration qu'incombent les responsabilités de définir et d'évaluer les principaux risques d'affaires auxquels la Société est exposée, de passer en revue l'ensemble des risques liés au contexte commercial et de voir à l'implantation de systèmes appropriés de gestion des risques. Composés d'administrateurs indépendants, le comité des ressources humaines et de gouvernance et le comité d'audit assistent le Conseil à s'acquitter de ses responsabilités administratives en général.

La Société évolue dans des marchés soumis à divers facteurs de risque et incertitudes. Certains de ces risques sont inhérents à la nature même de ses activités. Se référer à la rubrique ci-après intitulée « Risques et incertitudes ».

TENDANCES DU MARCHÉ

En raison de l'amélioration progressive de l'économie mondiale au cours de l'année civile 2010 et au début de l'année civile 2011, la demande dans le marché de l'aérospatiale commerciale s'est raffermie.

Au cours de l'année civile 2010, le trafic passagers, exprimé en kilomètres-passagers payants (« KPP »), a augmenté de 8,2 % par rapport à l'année civile 2009, tandis que le transport de marchandises, exprimé en tonnes-kilomètres de marchandises, a pour sa part progressé de

20,6 %¹. Ces tendances favorables se sont poursuivies au cours des trois premiers mois de l'année civile 2011 avec des hausses respectives de 5,9 % et 4,6 %².

Les fabricants de gros porteurs commerciaux ont connu une autre année robuste au chapitre des livraisons en 2010, alors que le nombre net de nouvelles commandes a augmenté de manière importante. Airbus a livré 510 aéronefs et comptabilisé 574 nouvelles commandes³, alors que Boeing a livré 462 appareils et obtenu des commandes pour 530 autres⁴. Les deux avionneurs ont également annoncé plusieurs augmentations de cadence de production de programmes d'envergure pour les années civiles 2011, 2012 et 2013⁵.

Dans le marché des jets régionaux, Embraer a livré 100 unités en 2010⁶; pour sa part, Bombardier en a livré 97 en 2010-2011⁷, dont des avions à turbopropulseurs. Les deux fabricants ont vu leurs livraisons de jets régionaux baisser au cours de leur dernier exercice et tous deux ont conclu leur exercice financier respectif avec des carnets de commandes moins remplis que lors de l'exercice précédent.

Les livraisons de jets d'affaires ont continué à fléchir, avec un recul de 12,3 % durant l'année civile 2010, pour s'établir à 763 appareils. Cependant, des signes positifs observés durant l'année semblent indiquer que le marché a franchi le creux de la vague. Par exemple, le nombre de déplacements d'avions d'affaires a progressé de 11,0 % aux États-Unis et la proportion de flottes d'avions d'affaires à vendre a reculé de 1,5 %⁸.

Le marché militaire s'est stabilisé durant l'année civile 2010 alors que les gouvernements ont commencé à chercher à résorber leurs déficits. En ce qui a trait au programme du Joint Strike Fighter F-35 (JSF), le gouvernement américain a mis la version à décollage court et atterrissage vertical (ADCAV) en probation pour une période de deux ans, mais l'accélération de la cadence de production des autres versions se poursuit, bien qu'à un rythme légèrement plus modéré à court terme. Au Canada, la décision du gouvernement d'acquérir 65 avions JSF devrait engendrer des retombées pour l'industrie aérospatiale canadienne.

Le secteur de la production d'énergie en Amérique du Nord semble avoir passé le creux de la vague, puisque d'importants fabricants d'équipement continuent à faire part d'un nombre croissant de nouvelles commandes. Au cours de l'année civile 2010, la demande en électricité aux États-Unis a progressé de 4,3 %, renversant les reculs enregistrés durant les deux années

¹ Source : Communiqué de presse de l'IATA publié le 2 février 2011

² Source : Communiqué de presse de l'IATA publié le 3 mai 2011

³ Source : Communiqué d'Airbus publié le 17 janvier 2011

⁴ Source : Communiqué de Boeing publié le 6 janvier 2011.

⁵ Sources : Communiqués d'Airbus publiés les 3 février 2011, 30 juillet 2010, 9 mars 2010. Communiqués de Boeing publiés les 20 déc. 2010, 16 sept. 2010, 15 juin 2010, 17 mai 2010 et 19 mars 2010

⁶ Source : Communiqué d'Embraer publié le 17 janvier 2011

⁷ Source : Communiqué de Bombardier publié le 31 mars 2011

⁸ Sources : Communiqué de presse de GAMA publié le 22 février 2011; Business Jet report, publié en janvier 2011 par la FAA et JetNet report publié le 1^{er} février 2011

précédentes. On s'attend toutefois à ce que la demande demeure relativement stable au cours de l'année civile 2011⁹.

Enfin, la fluctuation du dollar canadien, qui avait dépassé la parité avec le dollar américain à la clôture de l'exercice, a continué d'avoir des répercussions négatives sur les résultats de la Société.

PRINCIPALES RÉALISATION DE L'EXERCICE 2011

- Héroux-Devtek a signé une entente à long terme avec le fabricant d'avions français Dassault Aviation portant sur la conception, la mise au point, la fabrication, l'assemblage, la qualification et la participation à la certification du train d'atterrissage et du système d'actionnement destinés à un nouveau programme de jets d'affaires. Ce mandat, valide pour la durée de vie utile des appareils, englobe également la fourniture des pièces de rechange.
- La ligne de produits Aérostructure a obtenu un contrat de sept ans, de Bombardier Aéronautique, pour la fabrication, l'assemblage et la livraison de plus de 300 composants de détails structuraux pour l'ensemble du portefeuille d'avions commerciaux et d'affaires de Bombardier, y compris de nouveaux programmes comme l'avion CSeries et le jet d'affaires Learjet 85¹⁰. En se fondant sur la cadence de production prévue des avions, la valeur de ce contrat est estimée à plus de 175 millions de dollars.
- La division Vought Aircraft de la société Triumph Aerostructures a octroyé au secteur de l'aérospatiale de Héroux-Devtek deux nouveaux contrats pluriannuels d'une valeur combinée de plus de 35 millions de dollars :
 1. Les unités d'exploitation de la ligne de produits Aérostructure situées à Dorval et au Texas fabriqueront des nervures d'ailes et d'autres composants usinés pour le programme du jet d'affaires Gulfstream 550.
 2. L'usine de trains d'atterrissage de Laval fabriquera des tubes de torsion destinés au programme du Boeing 737.
- La ligne de produits Trains d'atterrissage a obtenu de la part de Boeing un contrat portant sur la fabrication, l'assemblage, les essais et la livraison de vérins d'actionnement de trains d'atterrissage destinés à la production de nouveaux appareils et à la fourniture de pièces de rechange pour le programme du Boeing 777.
- La ligne de produits Trains d'atterrissage a obtenu, essentiellement auprès de l'Armée de l'air et de la marine américaines, des commandes additionnelles en vue de la fabrication de composants de trains d'atterrissage, principalement pour les avions B-1B, C-130, C-5, F-15, F-16, KC-135R et P-3.
- La Société a renouvelé avec succès sa facilité de crédit pour une période de cinq ans prenant fin le 15 mars 2016. La facilité de crédit a également été augmentée de 125 millions de dollars à 150 millions de dollars et, sous réserve du consentement des prêteurs, pourrait être augmentée d'un montant supplémentaire de 75 millions de dollars.

⁹ US Energy Information Administration – Perspectives à court terme de l'énergie, le 12 avril 2011

¹⁰ Learjet 85 et CSeries sont des marques de commerce enregistrées ou non enregistrées de Bombardier Inc. ou de ses filiales.

- Les employés syndiqués de l'usine d'aérostructure de Dorval ont voté en faveur d'une convention collective de trois ans qui sera en vigueur jusqu'au 6 mai 2013. Tout juste après la clôture de l'exercice financier 2011, les employés syndiqués de l'usine de trains d'atterrissage de Longueuil ont voté en faveur d'une convention collective d'une durée de trois ans qui sera en vigueur jusqu'au 1^{er} mai 2014.
- Également peu de temps après la clôture de l'exercice financier 2011, la Société a annoncé la construction d'une nouvelle usine de fabrication dans le parc aérospatial de Querétaro, au Mexique. La première phase du projet consiste en l'érection d'une usine de 47 200 pieds carrés dotée d'équipement de pointe pour la fabrication de composants d'aérostructure. La construction a débuté au cours du deuxième trimestre de l'année civile 2011, et l'usine devrait être prête à fabriquer ses premiers composants au début de l'année civile 2012. Cette première phase représente pour Héroux-Devtek un investissement pouvant atteindre 20 millions de dollars échelonné sur les trois prochaines années. En temps opportun, une phase ultérieure pourrait porter la superficie de l'usine à 150 000 pieds carrés. Cette expansion fournirait éventuellement à la Société la capacité de fabriquer et d'assembler des systèmes d'aérostructures et de trains d'atterrissage.

Acquisition des actifs de la société Eagle Tool Machine Co. et de sa filiale

Comme il a été indiqué antérieurement dans nos états financiers consolidés vérifiés de l'exercice précédent, la Société a annoncé, le 28 avril 2010, qu'elle avait complété, par l'entremise d'une filiale américaine, l'acquisition de la quasi-totalité des actifs nets de la société Eagle Tool & Machine Co (« Eagle ») et de sa filiale All Tool Inc (« E2 »), deux sociétés privées, basées aux États-Unis, spécialisées dans la fabrication de composants usinés de précision destinés principalement au secteur de l'aérospatiale militaire, dont les ventes annuelles se sont élevées à environ 40 millions de dollars pour leur exercice financier terminé le 31 décembre 2009 et à 45 millions de dollars depuis l'acquisition au cours de l'exercice 2011 (se référer à la Note 3 des états financiers consolidés au 31 mars 2011).

La répartition finale du prix d'achat total des actifs nets acquis, ainsi que les sources de financement, se présentent comme suit :

Actifs nets acquis (000 \$)		Sources de financement (000 \$)	
Fonds de roulement	16 797 \$	Facilités de crédit	16 711 \$
Immobilisations corporelles	8 498	Trésorerie	12 102
Carnet de commandes	1 390	Billet à payer, portant intérêt à 5 %, remboursable sur 40 mois	3 721
Écart d'acquisition	5 849		
	32 534 \$		32 534 \$

Pour financer cette transaction, la Société a prélevé un montant de 16,7 millions de dollars (16,5 millions de dollars US) sur ses facilités de crédit américaines et a utilisé 12,1 millions de dollars de sa trésorerie au cours du premier trimestre de l'exercice 2011.

Dans la présente analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation, la direction explique les résultats consolidés de la période de douze mois terminée le 31 mars 2011 qui englobent ceux d'Eagle et E2. Pour tous les points importants expliqués, la direction fait ressortir l'incidence de l'acquisition sur les résultats du présent exercice afin d'aider le lecteur à comprendre l'évolution des résultats d'un exercice à l'autre, abstraction faite de la transaction d'acquisition. Veuillez également garder à l'esprit que tous les résultats d'Eagle et E2 ne couvrent que la période postérieure à l'acquisition, qui s'étend du 28 avril 2010 au 31 mars 2011, ce qui ne représente pas un exercice complet de douze mois.

Opérations sur devises

La Société est exposée aux fluctuations de change découlant de la conversion des revenus (ventes), des dépenses et des éléments d'actif et de passif de ses établissements étrangers autonomes, de même que de la conclusion de transactions commerciales libellées principalement en dollars US. Des taux moyens sont utilisés pour convertir les ventes (à l'exception des contrats de change à terme) et les dépenses des périodes visées, alors que des taux de clôture sont utilisés pour convertir les éléments d'actif et de passif. Les taux de change de clôture et les taux de change moyens s'établissaient comme suit en date du 31 mars 2011 et du 31 mars 2010, soit les dates de clôture respectives des exercices financiers 2011 et 2010.

Taux de change Canada / États-Unis		2011	2010
Taux de change de fin d'exercice, utilisés pour convertir les éléments d'actif et de passif	1 \$ CA/équivalent \$ US	<u>0,9696</u>	<u>1,0158</u>
	1 \$ US/équivalent \$ CA	<u>1,031</u>	<u>0,984</u>
Taux de change moyens utilisés pour convertir les revenus (ventes) et les dépenses	1 \$ CA/équivalent \$ US	<u>1,0164</u>	<u>1,0904</u>
	1 \$ US/équivalent \$ CA	<u>0,984</u>	<u>0,917</u>

Comme il est indiqué ci-dessus, la valeur moyenne du dollar canadien par rapport à celle du dollar américain, d'un exercice à l'autre, a augmenté de plus de 7 %, ce qui, comme on peut s'y attendre, a exercé une pression accrue sur les ventes et les résultats en dollars US de la Société, y compris ceux générés par ses activités canadiennes. Le taux de clôture a reculé de plus de 4 % depuis le 31 mars 2010, passant de 1,0158 à 0,9696 au 31 mars 2011, réduisant de fait l'incidence du taux de change sur les bilans exprimés en dollars US de la Société à la fin du présent exercice, comparativement à l'exercice précédent. L'incidence de la fluctuation des devises sur les ventes, le profit brut et certains éléments précis du bilan de la Société est présentée plus loin dans la présente analyse.

La Société a recours à des instruments financiers dérivés, conformément à sa politique de couverture, pour se protéger contre les risques liés aux fluctuations des devises (dollar canadien par rapport au dollar américain) et en atténuer les effets. Au 31 mars 2011, la Société était partie à des contrats de change à terme totalisant 159,0 millions de dollars US à un taux de change moyen pondéré de 1,1032. Ces contrats viennent à échéance à différentes dates au cours des quatre prochains exercices financiers; la plupart d'entre eux arriveront toutefois à échéance au cours des deux prochains exercices.

Au 31 mars 2011, la Société avait également conclu des contrats de change à terme pour un total de 7,7 millions de dollars US assortis d'un taux de change moyen pondéré de 1,2343. Ces contrats viennent à échéance à différentes dates au cours des trois prochains exercices financiers et visent à couvrir les risques de change (dollar canadien par rapport au dollar américain) liés à certains instruments dérivés incorporés (se référer à la rubrique intitulée « Instruments dérivés, postes hors bilan et engagements contractuels » ci-après).

Mesures non conformes aux PCGR

Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA ») est une mesure financière qui n'a pas de sens normalisé prescrit par les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada et peu susceptible d'être comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. La direction et les investisseurs estiment toutefois que cette mesure leur procure une information utile pour évaluer la rentabilité, les flux de trésorerie et la capacité de la Société à générer les fonds nécessaires au financement de ses activités et à ses besoins de dépenses en immobilisations.

Données financières annuelles choisies

Le tableau qui suit présente une sélection de données financières pour les trois derniers exercices.

Exercices terminés les 31 mars (000 \$, sauf les données par action)	2011	2010	2009
Ventes	357 572	320 354	337 635
BAIIA	54 830	48 437	54 559
Bénéfice net	18 527	16 003	21 363
Bénéfice par action (\$) – de base	0,62	0,52	0,68
Bénéfice par action (\$) – dilué	0,61	0,52	0,67
Actif total	443 875	394 847	417 174
Passifs à long terme (y compris la tranche à court terme de la dette à long terme)	129 241	107 796	115 705
Trésorerie et équivalents de trésorerie	32 910	46 591	39 759

Le BAIIA de la Société est calculé comme suit :

Exercices terminés les 31 mars (000 \$)	2011	2010	2009
Bénéfice net	18 527	16 003	21 363
Impôts sur les bénéfices	6 900	6 498	8 605
Frais financiers	5 156	4 676	4 485
Amortissement	23 610	21 260	20 106
BAIIA incluant les frais de restructuration	54 193	48 437	54 559
Frais de restructuration	637	-	-
BAIIA	54 830	48 437	54 559

L'augmentation de 6,4 millions de dollars du BAIIA, par rapport à l'exercice précédent, est principalement attribuable à l'inclusion des résultats d'Eagle et E2 à la suite de leur acquisition, comme il sera expliqué de façon plus détaillée un peu plus loin dans la présente analyse.

Le ralentissement qu'a connu le marché l'an dernier a continué d'avoir des répercussions sur nos résultats cette année, essentiellement au cours des six premiers mois. L'amélioration des conditions dans les marchés de l'aérospatiale commerciale et des produits industriels a commencé à avoir un impact favorable sur les résultats au cours des six derniers mois du présent exercice.

Ventes consolidées

Les ventes consolidées pour l'exercice terminé le 31 mars 2011 ont progressé de 11,6 % pour atteindre 357,6 millions de dollars, comparativement à 320,4 millions de dollars lors de l'exercice précédent. Si l'on exclut les ventes de 45,0 millions de dollars réalisées par Eagle et E2 depuis leur acquisition, les ventes consolidées ont fléchi de 7,8 millions de dollars, ou 2,4 %. L'incidence de l'évolution du dollar canadien par rapport à la devise américaine a eu pour effet de réduire les ventes consolidées de 11,7 millions de dollars, ou 3,7 %, par rapport à l'exercice précédent. Cet impact a été atténué par un accroissement des ventes dans le secteur Industriel.

Les ventes sectorielles de la Société se sont établies comme suit :

	2011 (000 \$)	2010 (000 \$)	Variation (%)
Total secteur de l'aérospatiale	331 993	297 852	11,5
Total secteur Industriel	25 579	22 502	13,7
Total	357 572	320 354	11,6

Pour l'exercice, les ventes du secteur de l'aérospatiale, si l'on exclut l'acquisition d'Eagle et E2 dont les ventes sont incluses dans le secteur de l'aérospatiale, ont reculé de 10,9 millions de dollars, ou 3,7 %, en raison essentiellement de l'incidence négative de l'évolution du dollar canadien par rapport à la devise américaine qui a eu pour effet de réduire le montant des ventes de 9,8 millions de dollars, ou 3,3 %, par rapport à l'exercice précédent. En revanche, les ventes du secteur Industriel, malgré la baisse du taux de change, ont augmenté de 3,1 millions de dollars, ou 13,7 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison d'une progression des ventes de produits destinés au secteur de l'équipement lourd.

Secteur de l'aérospatiale

Les ventes du secteur de l'aérospatiale se sont établies comme suit :

Lignes de produits	2011 (000 \$)	2010 (000 \$)	Variation %
Trains d'atterrissage	227 928	194 938	16,9
Aérostructure	103 465	101 719	1,7
Autres produits liés au secteur de l'aérospatiale	600	1 195	(49,8)
Total	331 993	297 852	11,5

Les ventes de la ligne de produits Trains d'atterrissage ont progressé de 16,9 % pour atteindre 227,9 millions de dollars. Par contre, si l'on exclut les ventes réalisées par Eagle et E2, elles ont fléchi de 6,2 %. Les ventes ont été affectées par l'incidence négative de l'évolution du dollar canadien par rapport à la devise américaine, une diminution de la cadence de production de certains programmes de gros porteurs commerciaux, principalement celui du B-777, et une baisse des ventes de produits militaires attribuable à une demande moins forte pour les pièces de

rechange. Ces facteurs négatifs ont été en partie contrebalancés par l'obtention de nouveaux contrats dans le cadre des programmes du Fokker, du B-787 et du A-320, une hausse de la demande pour les produits de la Société dans le secteur des jets d'affaires et une augmentation du volume de travail dans le secteur des services de réparation et d'entretien.

La ligne de produits Aérostructure a vu ses ventes augmenter de 1,7 % pour s'établir à 103,5 millions de dollars au cours de l'exercice, en dépit de l'incidence négative de l'appréciation du dollar canadien sur les ventes de cette ligne de produits libellées en dollars américains et d'un recul des ventes liées au F-22 alors que ce programme tire à sa fin. Cette progression des ventes a été stimulée par une hausse des ventes liées au F-16 sur le marché secondaire et des ventes réalisées dans le cadre du programme du F-18, une augmentation des ventes liées aux jets d'affaires Challenger 605 et 850 dans le secteur commercial et une progression des ventes dans le marché des hélicoptères commerciaux attribuable à l'accélération de la cadence de production du programme du Bell 429.

Les ventes du secteur de l'aérospatiale présentées dans le tableau ci-dessus peuvent être ventilées par secteur comme suit :

	2011 (000 \$)	2010 (000 \$)	Variation (%)
Militaire (1)	209 921	183 604	14,3
Commercial	122 072	114 248	6,8
Total secteur de l'aérospatiale	331 993	297 852	11,5

(1) : Inclut les produits militaires vendus à des clients civils et à des gouvernements.

Si l'on exclut l'impact de l'acquisition d'Eagle et E2, les ventes de produits militaires en 2011 ont reculé de 7,8 % par rapport à l'exercice précédent, tandis que les ventes commerciales ont augmenté de 3,0 % par rapport à l'an dernier. Comme il a été mentionné plus haut, les ventes de produits militaires ont été affectées par une baisse de la demande pour la fabrication de pièces de F-22 et de pièces de rechange destinées aux trains d'atterrissage. Cette situation a été en partie contrebalancée par une hausse des ventes liées aux programmes du F-16 et du F-18 et une augmentation du volume de travail dans le secteur des services de réparation et d'entretien. Malgré une diminution de la cadence de production de certains programmes de gros porteurs commerciaux et l'incidence négative de l'évolution du taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain, les ventes ont augmenté dans le marché commercial, en raison de l'obtention de nouveaux contrats dans le cadre des programmes du Fokker, du A-320 et du B-787, d'une augmentation des cadences de production dans le marché des jets d'affaires et de l'accélération du programme de l'hélicoptère B-429.

Secteur Industriel

Les ventes du secteur Industriel se sont établies comme suit :

	2011 (000 \$)	2010 (000 \$)	Variation (%)
Turbines à gaz	10 655	12 076	(11,8)
Autres produits industriels	14 924	10 426	43,1
Total	25 579	22 502	13,7

Les ventes du sous-secteur des autres produits industriels ont progressé par rapport à l'exercice précédent, stimulées par l'accroissement de la demande d'équipement lourd dans l'industrie minière, tandis que les ventes liées aux turbines à gaz ont reculé en raison d'une diminution des besoins des clients durant les six premiers mois de l'exercice, comparativement à l'année précédente.

Répartition géographique des ventes

Comme le démontre le tableau ci-dessous, la répartition géographique des ventes est demeurée presque inchangée par rapport à l'exercice précédent :

	2011 (%)	2010 (%)
Canada	26	30
États-Unis	70	67
International	4	3
Total	100	100

La répartition géographique des ventes reflète essentiellement l'incidence de l'accroissement des ventes réalisées aux États-Unis à la suite de l'acquisition d'Eagle et E2, et de l'augmentation des ventes du secteur Industriel. Elle traduit également l'impact de l'expédition de commandes à un nouveau client européen (programme Stork – Fokker).

Bénéfice brut

Le bénéfice brut consolidé a augmenté et est passé de 15,7 % à 16,0 % des ventes au cours de l'exercice financier 2011. Si l'on exclut l'impact de l'acquisition d'Eagle et E2, la marge bénéficiaire brute aurait été de 16,6 % pour l'ensemble de l'exercice.

Ceci s'explique par l'augmentation globale des ventes de la Société et de l'amélioration des marges attribuable à une composition des ventes plus favorable. Dans le secteur de l'aérospatiale, si l'on exclut l'acquisition d'Eagle et E2, sur une base monétaire, le bénéfice brut de la ligne de produits Trains d'atterrissage a fléchi par rapport à l'exercice précédent, en raison d'un recul des ventes, mais a été légèrement plus élevé que l'an dernier, lorsqu'exprimé en pourcentage des ventes, en raison d'une composition des ventes plus avantageuse. Malgré une sous-imputation plus importante des frais généraux de fabrication découlant d'une demande inférieure aux

prévisions pour les produits de la Société et de l'incidence négative de l'appréciation du dollar canadien, la ligne de produits Aérostructure a généré un bénéfice brut plus élevé, tant sur une base monétaire qu'en pourcentage des ventes. Dans le secteur Industriel, la ligne de produits Industriels a considérablement amélioré sa marge bénéficiaire brute stimulée par un accroissement des ventes du sous-secteur des autres produits industriels, ce qui s'est traduit par une meilleure imputation des frais généraux de fabrication et une amélioration continue de la productivité manufacturière dans ce secteur, par rapport à l'exercice précédent.

Pour l'exercice, la vigueur soutenue du dollar canadien a eu une incidence négative de 1,6 million de dollars sur le bénéfice brut en dollars, mais a eu un impact positif de moins de 0,1 % sur la marge bénéficiaire brute exprimée en pourcentage des ventes. Outre la couverture naturelle découlant des achats de matières premières effectués en dollars américains, la Société a recours à des contrats de change à terme afin d'atténuer les répercussions des fluctuations des devises.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration se sont établis comme suit :

	2011	2010
Frais de vente et d'administration (000 \$)	26 040	23 165
Pourcentage des ventes	7,3	7,2

Les frais de vente et d'administration se sont établis à 26,0 millions de dollars, en hausse de 2,9 millions de dollars par rapport au précédent exercice. Exprimés en pourcentage des ventes, les frais de vente et d'administration ont connu une hausse de 0,1 %. L'augmentation est principalement attribuable à l'impact de l'acquisition d'Eagle et E2. L'augmentation reflète également certains honoraires et frais engagés pour le renouvellement des facilités de crédit de la Société, qui ne pouvaient être capitalisés. Les frais de vente et d'administration incluent une perte de 0,4 million de dollars encourue cette année lors de la conversion d'éléments monétaires nets; l'an dernier, cette conversion avait entraîné une perte de 1,1 million de dollars. Lors de l'exercice 2010, les frais de vente et d'administration comprenaient également un gain non récurrent de 0,4 million de dollars.

Bénéfice d'exploitation

Le bénéfice d'exploitation de l'exercice s'est élevé à 31,2 millions de dollars, ou 8,7 % des ventes, en hausse par rapport à celui de 27,2 millions de dollars, ou 8,5 % des ventes, réalisé lors de l'exercice précédent. Cette amélioration est attribuable à une hausse des ventes et du bénéfice brut dans le secteur de l'aérospatiale résultant de l'acquisition d'Eagle et E2, parallèlement à la progression des ventes d'autres produits industriels et à l'augmentation du bénéfice brut du secteur Industriel.

Secteur de l'aérospatiale

Le bénéfice d'exploitation du secteur de l'aérospatiale s'est établi à 27,6 millions de dollars au cours du présent exercice, soit 8,3 % des ventes, comparativement à 24,7 millions de dollars, ou 8,3 % des ventes, lors de l'exercice précédent. Si l'on exclut l'acquisition d'Eagle et E2, le

bénéfice d'exploitation du secteur de l'aérospatiale s'est établi à 24,6 millions de dollars, soit 8,6 % des ventes.

Secteur Industriel

Le bénéfice d'exploitation a augmenté pour atteindre 3,6 millions de dollars, soit 14,1 % des ventes au cours du présent exercice, contre 2,4 millions de dollars, ou 10,8 % des ventes, l'an dernier, en raison de la progression des ventes et du bénéfice brut de ce secteur, comme il est expliqué plus haut.

Frais financiers	2011 (000 \$)	2010 (000 \$)
Intérêts	2 678	2 901
Désactualisation des prêts des autorités gouvernementales	1 330	1 146
Rachat de contrats de swap de taux d'intérêt	406	-
Amortissement des frais de financement reportés	350	168
Commissions d'attente	220	251
Désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	240	228
Gains sur les instruments financiers désignés comme détenus à des fins de transaction - intérêts créditeurs	(68)	(18)
Total	5 156	4 676

Les frais financiers se sont élevés à 5,2 millions de dollars pour l'exercice, soit 0,5 million de dollars de plus que lors de l'exercice précédent. Les frais financiers de l'exercice reflètent l'impact de l'augmentation des prélèvements effectués sur les facilités de crédit de la Société et l'émission d'un billet à payer pour financer l'acquisition d'Eagle et E2. Ils comprennent également les coûts de 0,4 million de dollars associés au rachat de deux ententes de swaps de taux d'intérêt et la radiation de frais financiers reportés non amortis d'un montant de 0,2 million de dollars. Ces éléments sont en lien avec la facilité de crédit bancaire, qui a été renouvelée en mars dernier pour une période de cinq ans (se référer à la Note 17 des états financiers consolidés). Les frais financiers reflètent également l'impact de la baisse du taux de change découlant de la dette de la Société libellée en dollars US.

Frais de restructuration

Le 13 mai 2010, la Société a mis en oeuvre des initiatives visant à optimiser et consolider la capacité de production de son secteur de l'aérospatiale, tout en améliorant davantage sa productivité dans ses installations québécoises. Ainsi, l'usine de la Société située à Rivière-des-Prairies, au Québec, a été fermée en septembre 2010 et sa production a été transférée vers les autres installations de la Société dans la région métropolitaine de Montréal. La Société a

enregistré des charges de restructuration d'environ 0,6 million de dollars (0,4 million de dollars après impôt) durant l'exercice 2011 en lien avec ces initiatives. La Société ne prévoit pas devoir engager d'autres frais de restructuration importants en lien avec la fermeture de cette usine. Au 31 mars 2011, l'immeuble se rattachant à cette installation a été reclassé comme un actif détenu pour la vente et est porté au poste Autres actifs du bilan consolidé de la Société.

Charge d'impôts sur les bénéfices

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011, la charge d'impôts sur les bénéfices s'élevait à 6,9 millions de dollars comparativement à 6,5 millions de dollars lors de l'exercice précédent.

Le taux d'imposition effectif de la Société s'est établi à 27,1 % cette année, comparativement au taux d'imposition canadien combiné de 28,7 % prévu par la loi. Le taux d'imposition effectif reflète l'incidence favorable d'écarts permanents (0,5 million de dollars), un redressement fiscal avantageux incluant notamment la conclusion d'un audit fiscale portant sur un exercice antérieur (0,3 million de dollars), et l'impact favorable d'un ajustement d'impôts futurs découlant de changements apportés au taux d'imposition canadien (0,2 million de dollars), qui ont été en partie contrebalancés par l'incidence négative du taux d'imposition plus élevé auquel les bénéfices des filiales américaines de la Société sont assujettis (0,5 million de dollars) (se référer à la Note 20 des états financiers consolidés).

Pour l'exercice 2010, le taux d'imposition effectif sur les bénéfices de la Société s'était établi à 28,9 %, comparativement au taux d'imposition canadien combiné de 30 % prévu par la loi. Cette différence s'expliquait par l'incidence favorable d'écarts permanents (0,5 million de dollars) qui avait été en partie contrebalancée par l'impact du taux d'imposition plus élevé auquel les bénéfices des filiales américaines de la Société sont assujettis.

Pour l'exercice 2011, la baisse du taux d'imposition canadien combiné de la Société prévu par la loi, par rapport à l'exercice précédent, reflète essentiellement la réduction du taux d'imposition fédéral sur les bénéfices des sociétés au Canada.

Au 31 mars 2011, il n'y avait aucun report prospectif de pertes d'exploitation ou autres écarts temporaires à l'égard desquels un actif d'impôts futurs correspondant n'avait pas été comptabilisé dans les états financiers consolidés.

Au 31 mars 2011, la Société a des pertes autres qu'en capital fédérales disponibles qui pourront être appliquées dans le futur pour un total de 1,6 million de dollars, la majorité venant à échéance lors de l'exercice 2029.

Bénéfice net

Pour l'exercice 2011, la Société a enregistré un bénéfice net de 18,5 millions de dollars, comparativement à un bénéfice net de 16,0 millions de dollars lors de l'exercice précédent. Cette hausse reflète l'augmentation du bénéfice d'exploitation dans les deux secteurs d'activité de la Société, déduction faite des frais de restructuration engagés cette année, comme il est expliqué plus haut.

	2011	2010
Bénéfice net (millions \$)	18,5	16,0
Bénéfice net par action – de base (\$)	0,62	0,52
Bénéfice net par action – dilué (\$)	0,61	0,52

Le bénéfice net par action de base est calculé en fonction d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de 30 112 464 pour l'exercice financier 2011 et de 30 661 745 pour l'exercice précédent, alors que le bénéfice net par action dilué est calculé en fonction d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de 30 219 597 pour l'exercice financier 2011 et de 30 721 952 pour l'exercice précédent. L'écart du présent exercice en ce qui concerne le nombre d'actions en circulation est essentiellement attribuable à l'émission de 245 221 actions ordinaires en vertu du régime d'options d'achat d'actions et à l'émission de 60 802 actions ordinaires en vertu du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat de la Société, déduction faite de 617 700 actions rachetées en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société (se référer à la Note 19 des états financiers consolidés).

Le 26 mai 2011, soit au moment de la rédaction de cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation, la Société comptait 30 180 467 actions ordinaires et 1 393 000 options d'achat d'actions en circulation dont la durée moyenne pondérée avant l'échéance était de 3,5 années.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie

Dans l'ensemble, la Société présente une situation financière saine et est en bonne posture pour faire face à ses besoins financiers. Avant la fin de l'exercice financier, la Société a renouvelé et augmenté ses facilités de crédit renouvelables de premier rang, consortiales et garanties en une seule facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie (la « facilité de crédit »), consentie par un syndicat de cinq banques à charte canadiennes et leurs sociétés affiliées ou succursales américaines et de la succursale canadienne d'une banque américaine. Cette facilité de crédit de cinq ans permet à la Société et ses filiales d'emprunter jusqu'à 150 millions de dollars, en dollars canadiens ou l'équivalent en dollars américains, et viendra à échéance en mars 2016 (se référer à la Note 17 des états financiers consolidés). Elle comprend également une clause accordéon qui permettrait de l'augmenter jusqu'à 225 millions de dollars pendant toute la durée de la convention de crédit, sous réserve de l'approbation des créanciers. Au 31 mars 2011, seule une somme de 57,7 millions de dollars (59,5 millions de dollars américains) avait été prélevée sur cette facilité de crédit, incluant 16,5 millions de dollars américains prélevés en avril 2010 pour financer l'acquisition d'Eagle et E2 décrite précédemment. Compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie dont dispose la Société, de sa facilité de crédit disponible et du niveau prévu de ses dépenses en immobilisations, la direction ne prévoit pas être confrontée à un risque de liquidité dans un avenir prévisible. Au 31 mars 2011, la trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Société s'élevaient à 32,9 millions de dollars, comparativement à 46,6 millions de dollars au 31 mars 2010, dont 25,1 millions de dollars (32,4 millions de dollars au 31 mars 2010) avaient été investis dans des dépôts à court terme. Il faut souligner que la Société a également utilisé 12,1 millions de dollars de sa trésorerie pour financer l'acquisition d'Eagle et E2 au cours de l'exercice financier.

Activités d'exploitation

La Société a généré des fonds de ses activités d'exploitation et a affecté les flux de trésorerie d'exploitation comme suit :

	2011	2010
	(000 \$)	(000 \$)
Fonds autogénérés liés aux activités d'exploitation	48 754	45 867
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation	(19 155)	(8 121)
Flux de trésorerie d'exploitation	29 599	37 746

L'augmentation de 2,9 millions de dollars des fonds autogénérés liés aux activités d'exploitation pour l'exercice financier 2011 s'explique essentiellement par la hausse de 2,5 millions de dollars du bénéfice net et par une hausse de 2,4 millions de dollars de la charge d'amortissement, qui ont été en partie contrebalancés par la baisse de 2,5 millions de dollars de la charge d'impôts futurs.

La variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement peut être résumée de la façon suivante :

	(000 \$)
Augmentation des comptes clients en raison de la hausse des ventes au quatrième trimestre par rapport à l'année précédente (106 millions de dollars cette année comparativement à 85 millions de dollars l'an dernier)	(18 187)
Augmentation des autres débiteurs en raison d'une hausse des crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt à recevoir et aussi d'une hausse des taxes de vente à recevoir (augmentation des ventes au quatrième trimestre par rapport à l'année précédente)	(2 402)
Diminution des stocks en raison de la hausse des livraisons et des ventes au quatrième trimestre de cette année	1 014
Augmentation des comptes fournisseurs et charges à payer et des comptes fournisseurs — autres, en lien avec l'augmentation du volume de ventes au quatrième trimestre	639
Augmentation des impôts à payer	1 484
Impact des fluctuations du taux de change sur les postes hors caisse du bilan libellés en dollars US	(2 107)
Autres	404
	(19 155)

Pour l'exercice financier 2010, la sortie nette de 8,1 millions de dollars des éléments hors caisse du fonds de roulement s'explique par la réduction de 20,5 millions de dollars des comptes fournisseurs et charges à payer, le solde de l'exercice financier 2009 comprenant d'importants achats de matières premières, par la réduction de 3,1 millions de dollars des impôts à payer et par l'augmentation de 2,7 millions de dollars des crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt à recevoir. De plus, l'impact des fluctuations du taux de change sur des postes hors caisse du bilan libellés en dollars US était de 5,1 millions de dollars. Ces impacts négatifs ont été compensés en partie par une baisse de 13,1 millions de dollars des comptes clients liée à l'amélioration du recouvrement de ceux-ci et à la baisse des ventes au quatrième trimestre de l'exercice financier 2010, ainsi que par une baisse de 11,2 millions de dollars des stocks liée à la réduction des ventes du secteur de l'aérospatiale commerciale et aux initiatives de réduction des coûts de l'année précédente (se référer à la rubrique ci-après intitulée « Bilans consolidés »).

Activités d'investissement

Les activités d'investissement de la Société se résument comme suit :

	2011	2010
	(000 \$)	(000 \$)
Acquisition d'une entreprise	(28 813)	-
Acquisitions d'immobilisations	(19 646)	(13 740)
Augmentation des actifs incorporels à durée de vie limitée	(7 980)	(3 763)
Produit de la vente d'immobilisations	139	8
Flux de trésorerie d'investissement	(56 300)	(17 495)

Comme il a déjà été expliqué, la Société a investi 28,8 millions de dollars au cours de l'exercice 2011 afin d'acquérir la quasi-totalité des éléments d'actif nets des sociétés Eagle et E2.

Pour l'exercice financier 2011, les acquisitions d'immobilisations ont totalisé 19,6 millions de dollars, en hausse par rapport au montant de 13,7 millions de dollars l'an dernier. Ces ajouts comprennent les coûts associés à l'agrandissement des installations dédiées au programme du JSF à l'usine de la Société située à Arlington, au Texas, et de la machinerie et l'équipement y afférant, lesquels sont inclus dans les immobilisations en cours. Ils comprennent également l'investissement dans un nouveau laboratoire d'essais de trains d'atterrissage situé à St-Hubert, au Québec qui est nécessaire pour les programmes du secteur de l'aérospatiale que développe actuellement la Société. Le montant des acquisitions d'immobilisations est présenté net de 4,1 millions de dollars de machinerie et équipement qui ont été reçus au cours du dernier trimestre de l'exercice, mais qui n'avaient pas encore été payés par la Société au 31 mars 2011.

Pour l'exercice 2010, les acquisitions d'immobilisations étaient de 13,7 millions de dollars. Ce montant, qui comprend essentiellement des projets d'entretien normaux, est présenté net de 7,6 millions de dollars d'investissements de capitaux effectués par le biais de contrats de location-acquisition.

L'augmentation des actifs incorporels à durée de vie limitée représente les frais de développement capitalisés pour des contrats à long terme dans le secteur de l'aérospatiale, principalement pour des avions d'affaires.

Il est prévu que les dépenses en immobilisations pour l'exercice 2012 s'élèveront à environ 26 millions de dollars, incluant l'investissement de 5 millions de dollars pour la construction d'une nouvelle usine au Mexique, annoncée après la fin de l'exercice financier. Ce projet au Mexique représente des investissements de capitaux pouvant atteindre 20 millions de dollars, échelonnés au cours des trois prochaines années.

Activités de financement

Les activités de financement de la Société se présentent comme suit :

	2011	2010
	(000 \$)	(000 \$)
Augmentation de la dette à long terme	23 727	2 404
Remboursement de la dette à long terme	(5 428)	(5 292)
Augmentation des frais de financement reportés	(2 198)	-
Rachat d'actions ordinaires	(3 570)	(3 470)
Émission d'actions ordinaires	1 474	322
Flux de trésorerie de financement	14 005	(6 036)

L'augmentation de la dette à long terme comprend le prélèvement de 16,5 millions de dollars américains sur la facilité de crédit de la Société pour financer l'acquisition d'Eagle et E2, et reflète également l'obtention de prêts des autorités gouvernementales destinés à soutenir les frais de développement de la Société liés aux programmes du secteur de l'aérospatiale. Le remboursement de la dette à long terme comprend le remboursement de contrats de location-acquisition au montant de 2,7 millions de dollars, de prêts des autorités gouvernementales au montant de 1,7 million de dollars, et d'un billet à payer au montant de 1,0 million de dollars (se référer à la Note 17 des états financiers consolidés). La Société a engagé des frais de financement de 2,2 millions de dollars associés au renouvellement de sa facilité de crédit, lesquels ont été capitalisés au 31 mars 2011 et seront amortis sur une période de cinq ans en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Au cours de l'exercice 2011, la Société a émis 245 221 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options d'achat, pour une contrepartie de 1 143 596 \$, ainsi que 60 802 actions ordinaires en vertu de son régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat, pour une contrepartie de 331 192 \$. La Société a également racheté 617 700 actions ordinaires dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités, pour une contrepartie de 3 570 306 \$. La dernière offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société a pris fin le 24 novembre 2010 (se référer à la rubrique « Offre publique de rachat dans le cours normal des activités » et la Note 19 des états financiers consolidés).

L'augmentation de la dette à long terme au cours de l'exercice 2010 reflète l'obtention d'un nouveau prêt des autorités gouvernementales destiné à financer les frais de développement de la Société liés aux programmes du secteur de l'aérospatiale, tandis que le remboursement de la dette à long terme reflète essentiellement le remboursement de contrats de location-acquisition. Au cours de l'exercice 2010, la Société a émis 75 387 actions ordinaires en vertu de son régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat, pour une contrepartie de 321 536 \$. Elle a également racheté 761 600 actions ordinaires dans le cadre des offres publiques de rachat dans le cours normal des activités (au cours des exercices 2010 et 2009), pour une contrepartie totale de 3 470 000 \$.

Au 31 mars 2011, la Société respectait toutes les clauses restrictives relatives à sa dette et elle prévoit qu'il en sera de même pour l'exercice financier 2012.

Régimes de retraite

La Société offre à certains employés des régimes de retraite à prestations déterminées. Au 31 mars, l'état de capitalisation de ces régimes est comme suit :

	2011	2010
	(000 \$)	(000 \$)
Déficit	11 448	10 790
Passif au titre des prestations constituées (compris dans Autres passifs)	3 686	4 381

Au 31 mars 2011, le déficit de 11,4 millions de dollars des régimes de retraite combinés comprend un montant de 5,1 millions de dollars pour des engagements liés à des régimes de retraite non agréés, principalement en faveur d'anciens dirigeants de Devtek Corporation, une société acquise en juin 2000 et dont le passif du régime de retraite ne requiert pas d'être capitalisé. De fait, la capitalisation ne s'effectue qu'au moment du paiement des prestations au personnel retraité de la direction. La Société a modifié le taux d'actualisation des régimes (de 5,9 % l'an passé à 5,6 % cette année), ce qui a eu pour effet d'augmenter le déficit de 1,9 million de dollars (se référer à la Note 22 des états financiers consolidés). Les exigences de capitalisation minimale pour ces régimes de retraite au cours des cinq prochaines années s'élevaient à environ 6 millions de dollars au 31 mars 2011.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 25 novembre 2009, la Société a lancé une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCNA ») avec l'approbation de la Bourse de Toronto (TSX). En vertu des modalités de l'OPRCNA, la Société pouvait acquérir jusqu'à 1 500 000 de ses actions ordinaires, ce qui représentait environ 5 % des actions émises et en circulation de la société au 19 novembre 2009. Le rachat des actions ordinaires a commencé le 25 novembre 2009 et s'est terminé le 24 novembre 2010. Au cours de cette période de douze mois, la société a racheté 711 100 actions ordinaires à un prix net moyen de 5,68 \$ l'action, pour une contrepartie totale de 4,0 millions de dollars (se référer à la Note 19 des états financiers consolidés).

Toutes les actions ordinaires achetées par la Société par le biais de l'OPRCNA ont été acquises sur le marché ouvert par l'entremise de la Bourse de Toronto ou d'autres marchés canadiens conformément aux politiques de cette dernière et ont été remises par la Société à son agent des transferts pour annulation.

Capital-actions, régime d'options d'achat d'actions et régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat (régime d'achat d'actions)

En date du 31 mars 2011, la Société comptait 30 173 798 actions ordinaires en circulation (30 485 475 en date du 31 mars 2010).

Au cours de l'exercice 2011, la Société a émis 245 221 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options d'achat à un prix moyen pondéré de 4,66 \$ l'action, pour une contrepartie totale de

1 143 596 \$. La Société a également émis 60 802 actions en vertu de son régime d'achat d'actions à un prix moyen pondéré de 5,45 \$ l'action, pour une contrepartie totale de 331 192 \$.

Au cours de l'exercice 2010, la Société a émis 75 387 actions ordinaires à un prix moyen pondéré de 4,26 \$, pour une contrepartie totale de 321 536 \$, en vertu de son régime d'achat d'actions.

Au 31 mars 2011, 1 393 000 options d'achat d'actions étaient émises et en circulation. Ces options, dont la durée moyenne pondérée avant échéance était de 3,5 années, étaient assorties d'un prix d'exercice moyen pondéré de 6,00 \$ l'action (se référer à la Note 19 des états financiers consolidés).

Au 31 mars 2011, le nombre total d'actions ordinaires réservées aux fins d'émission aux termes du régime d'options d'achat d'actions s'établit à 2 808 257, dont 50 718 n'avaient pas encore été attribuées. Toujours au 31 mars 2011, le nombre total d'actions ordinaires réservées aux fins d'émission aux termes du régime d'achat d'actions s'établit à 340 000, dont 29 976 n'avaient pas encore été attribuées.

En raison du nombre limité d'actions ordinaires disponibles en vertu des régimes ci-haut mentionnés, le nombre total d'actions réservées à des fins d'attribution ou d'émission ultérieures aux termes de ces régimes sera augmenté, sous réserve de l'approbation des actionnaires de la Société lors de la prochaine assemblée générale annuelle et extraordinaire qui aura lieu en août 2011.

Par conséquent, le nombre total d'actions ordinaires disponibles à des fins d'attribution ou d'émission ultérieures aux termes de ces régimes, sous réserve de l'approbation des actionnaires de la Société, sera comme suit :

Actions ordinaires	Régime d'options d'achat d'actions	Régime d'achat d'actions	Nombre total d'actions ordinaires
Nombre total d'actions	2 808 257	340 000	3 148 257

Régime de droits à la plus-value d'actions et régime d'unités d'actions différées

La Société s'était dotée d'un régime de droits à la plus-value d'actions en vertu duquel des droits sont émis aux administrateurs externes (se référer à la Note 19 des états financiers consolidés). En août 2010, le conseil d'administration a décidé de mettre fin au régime de droits à la plus-value d'actions et de le remplacer par un régime d'unités d'actions différées, décision qui a été entérinée en mai 2011, après la fin de l'exercice financier. Par conséquent, aucun droit à la plus-value d'actions ni aucune unité d'actions différées n'ont été attribués aux administrateurs au cours de l'exercice financier 2011. Cependant, au 31 mars 2011, un total cumulatif de 143 000 droits à la plus-value d'actions étaient en circulation, avec un prix d'exercice moyen pondéré de 6,21 \$ (150 500 droits avec un prix d'exercice moyen pondéré de 6,14 \$ au 31 mars 2010) et des échéances échelonnées entre les exercices 2012 et 2016.

Le régime d'unités d'actions différées est offert aux administrateurs externes de la société dans l'intention, d'une part, d'améliorer la capacité de la Société d'attirer et de retenir des individus exceptionnels pour siéger au conseil d'administration et contribuer à la réussite à long terme de la Société et, d'autre part, de mieux aligner les intérêts des administrateurs externes de la Société sur ceux de ses actionnaires.

Le régime d'unités d'actions différées permet aux participants, à titre de membres du conseil d'administration, de recevoir sous forme de rémunération, mais seulement à leur date de départ, un montant en espèces égal au cours du marché des actions ordinaires de la Société à cette date de départ, pour chaque unité détenue. Ces unités sont passées en charges à mesure qu'elles sont gagnées et leur coût est déterminé selon le cours du marché des actions ordinaires de la Société. Chaque administrateur peut également choisir, à chaque exercice financier, de convertir jusqu'à concurrence de 50 % ses honoraires annuels d'administrateur en unités supplémentaires. Ces unités d'actions différées seront acquises sur une période d'un an.

Bilans consolidés

Le tableau qui suit présente et explique en détail les variations importantes ayant affecté les bilans consolidés entre le 31 mars 2011 et le 31 mars 2010 :

Rubrique	Variation (millions \$)	Note explicative
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(13,7)	Se référer à l'état consolidé des flux de trésorerie. Comme il a déjà été mentionné, la Société a utilisé 12,1 millions de dollars provenant de sa trésorerie pour financer l'acquisition d'Eagle et E2.
Comptes clients	23,5	Augmentation en raison de ventes plus élevées au quatrième trimestre de cette année comparativement à l'année précédente (106 millions de dollars contre 85 millions de dollars) et de l'inclusion dans les chiffres consolidés de l'acquisition réalisée cette année (5,4 millions de dollars). Cette augmentation a été en partie contrebalancée par l'incidence d'un dollar canadien plus fort, comparativement à l'année précédente, sur les comptes clients libellés en dollars américains (1,2 million de dollars).
Autres débiteurs	1,1	Ce poste comprend principalement des crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt à recevoir, lesquels ont augmenté de 0,3 million de dollars comparativement à l'année précédente. Le montant des taxes de vente à recevoir a également augmenté de 0,5 million de dollars en raison de la hausse du volume de ventes au dernier trimestre, comparativement à l'année précédente.
Stocks	17,1	Cette hausse comprend l'impact de l'acquisition d'Eagle et E2 (18,1 millions de dollars), en partie contrebalancée par l'incidence d'un dollar canadien plus fort sur la valeur des stocks des établissements étrangers autonomes de la Société (1,7 million de dollars). Elle reflète également l'amélioration de la gestion des stocks par la Société.
Instruments financiers dérivés (éléments d'actif à court terme)	3,4	Variation imputable à la constatation des instruments financiers dérivés à court terme évalués à leur juste valeur au bilan de la Société.

Rubrique	Variation (millions \$)	Note explicative
Immobilisations corporelles, montant net	7,4	<p>Variation imputable à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'acquisition d'Eagle et E2 (8,5 millions de dollars); • l'acquisition d'immobilisations de 23,7 millions de dollars, dont 4,1 millions de dollars de machinerie et d'équipement qui n'avaient pas encore été payées à la fin de l'exercice financier. <p>Déduction faite :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de l'amortissement (21,2 millions de dollars); • de la cession d'immobilisations (0,4 million de dollars); • du reclassement dans Autres actifs d'un immeuble à titre d'actif détenu pour la vente à la suite de la fermeture d'une usine (0,6 million de dollars); • de l'application d'un taux de change USD/CAD moins élevé aux fins de conversion de la valeur des actifs nets des établissements étrangers autonomes (2,6 millions de dollars);
Actifs incorporels à durée de vie limitée, montant net (incluant un carnet de commandes net de 3,3 millions de dollars)	6,8	<p>Variation imputable :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à une augmentation des actifs incorporels à durée de vie limitée (6,9 millions de dollars), représentant la hausse des frais de développement capitalisés pour des contrats à long terme dans le secteur de l'aérospatiale; • au carnet de commandes provenant de l'acquisition d'Eagle et E2 (1,4 million de dollars); • à l'acquisition de logiciels (1,1 million de dollars); <p>Déduction faite :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de l'amortissement de la valeur sous-jacente du carnet de commandes (1,5 million de dollars); • de l'amortissement des autres actifs incorporels à durée de vie limitée (0,9 million de dollars); • de l'application d'un taux de change USD/CAD moins élevé aux fins de conversion de la valeur des actifs nets des établissements étrangers autonomes (0,2 million de dollars).
Autres actifs (éléments d'actif à long terme)	(1,7)	<p>Variation imputable à la constatation des instruments financiers dérivés à long terme évalués à leur juste valeur au bilan de la Société (2,3 millions de dollars) déduction faite du reclassement d'un immeuble à titre d'actif détenu pour la vente (0,6 million de dollars).</p>

Rubrique	Variation (millions \$)	Note explicative
Écart d'acquisition	4,8	Comprend un écart d'acquisition de 5,8 millions de dollars lié à l'acquisition de Eagle et E2. Comprend également une incidence négative de 1,0 million de dollars liée à l'application d'un taux de change USD/CAD moins élevé aux fins de conversion de l'écart d'acquisition des établissements étrangers autonomes de la Société.
Comptes fournisseurs et charges à payer	10,8	Augmentation résultant du volume de ventes plus élevé au quatrième trimestre, comparativement à l'année précédente et de l'inclusion dans les chiffres consolidés des comptes fournisseurs et charges à payer de l'acquisition réalisée cette année (7,4 millions de dollars). Cette augmentation a été en partie contrebalancée par l'incidence de la fluctuation du dollar canadien depuis le 31 mars 2010, qui a eu pour effet de réduire de 0,8 million de dollars la valeur des comptes fournisseurs et charges à payer libellés en dollars américains.
Comptes fournisseurs — autres	0,4	Variation imputable à l'augmentation de 3,5 millions de dollars des comptes fournisseurs pour l'acquisition de machinerie et d'équipement reçus au cours du dernier trimestre de l'exercice financier, en partie contrebalancée par la réduction de 2,0 millions de dollars des avances des clients et par la variation de la constatation des instruments financiers dérivés (1,1 million de dollars) à leur juste valeur au bilan de la Société.
Dette à long terme (y compris la tranche à court terme)	18,5	Variation imputable à : <ul style="list-style-type: none"> • un prélèvement de 16,5 millions de dollars américains sur la facilité de crédit américaine de la Société pour financer l'acquisition d'Eagle et E2 (16,7 millions de dollars); • des prêts des autorités gouvernementales destinés à soutenir les frais de développement liés aux programmes du secteur de l'aérospatiale (8,7 millions de dollars); • un billet à payer, suite à l'acquisition, remboursable au vendeur (3,7 millions de dollars); • désactualisation des prêts des autorités gouvernementales (1,3 million de dollars); • l'amortissement de frais de financement reportés (0,4 million de dollars);

Rubrique	Variation (millions \$)	Note explicative
		<p>Déduction faite :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de remboursements de capital sur la dette à long terme (5,4 millions de dollars); • de la constatation de l'impact des prêts des autorités gouvernementales à leur juste valeur au bilan de la Société (1,7 million de dollars); • de l'augmentation des frais de financement reportés (2,2 millions de dollars); • de l'application d'un taux de change USD/CAD moins élevé aux fins de conversion de la dette à long terme des établissements étrangers autonomes (3,0 millions de dollars);
Autres passifs	(1,8)	Variation imputable à la constatation des instruments financiers dérivés à long terme évalués à leur juste valeur au bilan de la Société. Comprend également la réduction cette année du passif au titre des prestations constituées.
Impôts futurs (éléments de passif à long terme)	4,8	Variation imputable à l'augmentation des impôts futurs liés aux immobilisations corporelles (2,8 millions de dollars) et aux instruments financiers dérivés à long terme évalués à leur juste valeur (1,2 million de dollars).
Capital-actions	(0,5)	Variation imputable aux actions ordinaires émises en vertu du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat de la Société et à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions (1,5 million de dollars), déduction faite de la valeur comptable des actions ordinaires rachetées en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société (2,0 millions de dollars).
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(1,3)	Variation imputable à la contrepartie de l'impact des fluctuations du taux de change sur les actifs nets des établissements étrangers autonomes et aux gains (pertes), déduction faite des impôts, sur la juste valeur des instruments financiers désignés comme instruments de couverture de flux de trésorerie.
Bénéfices non répartis	16,9	Se référer aux états des variations des capitaux propres consolidés.

En date du 31 mars 2011 et du 31 mars 2010, le ratio du fonds de roulement de la Société, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, le ratio de la dette à long terme/capitaux propres et le ratio de la dette nette/capitaux propres⁽¹⁾ s'établissaient comme suit :

	31 mars 2011	31 mars 2010
Ratio du fonds de roulement	2,63:1	2,66:1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	32,9 M\$	46,6 M\$
Ratio de la dette à long terme/capitaux propres	0,41:1	0,35:1
Ratio de la dette nette/capitaux propres ⁽¹⁾	0,29:1	0,16:1

(1) : Se définit comme la dette à long terme (incluant la tranche à court terme) moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, sur les capitaux propres.

Le tableau qui suit présente un résumé des engagements contractuels de la Société, y compris les versements payables au cours de chacune des cinq années subséquentes et les suivantes.

Engagements contractuels (000 \$)	Versements payables par période				
	Total	1 an	2 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans
Prêts des autorités gouvernementales (incluant les frais d'intérêts effectifs accumulés)	39 348	1 409	6 081	8 318	23 540
Contrats de location-acquisition (incluant les frais d'intérêts)	15 301	3 386	6 724	4 980	211
Billet à payer (incluant les frais d'intérêts)	2 800	1 200	1 600	-	-
Contrats de location-exploitation – Machinerie et équipement	4 816	1 629	2 335	700	152
Contrats de location-exploitation – Bâtiments et installations	4 916	909	1 259	718	2 030
Sous-total des engagements contractuels	67 181	8 533	17 999	14 716	25 933
Facilité de crédit	57 691	-	-	57 691	-
Total des engagements contractuels	124 872	8 533	17 999	72 407	25 933

Aide gouvernementale

Pour l'exercice 2011, la Société a enregistré, à titre de réduction du coût des ventes, un montant de 2,4 millions de dollars (5,4 millions de dollars pour l'exercice 2010) et, à titre de réduction des dépenses en immobilisations ou frais de développement capitalisés, un montant de 3,9 millions de dollars (2,1 millions de dollars pour l'exercice 2010) en aide gouvernementale.

Cette aide gouvernementale comprend principalement les crédits d'impôt à l'investissement et la portion actualisée des prêts des autorités gouvernementales (se référer à la Note 2 des états financiers consolidés).

Instruments dérivés, postes hors bilan et engagements contractuels

En date du 31 mars 2011, la Société était partie à des contrats de location-exploitation d'une valeur totale de 9,7 millions de dollars portant sur des immeubles, des installations, de la machinerie et de l'équipement. Ces sommes sont remboursables au cours des onze prochains exercices financiers, mais principalement au cours des cinq prochaines années. Toujours en date du 31 mars 2011, la valeur totale des engagements contractuels de la Société au titre de

l'acquisition de machinerie et d'équipement se chiffrait à 3,9 millions de dollars (se référer à la Note 23 des états financiers consolidés).

Au 31 mars 2011, la Société avait des contrats de change à terme avec des banques à charte canadiennes totalisant 159,0 millions de dollars US à un taux de change moyen pondéré de 1,1032 (dollar canadien par rapport au dollar américain). Ces contrats, qui ont trait en grande partie aux ventes à l'exportation de la Société, viennent à échéance à divers moments entre le mois d'avril 2011 et le mois de mars 2015 (se référer à la Note 4 des états financiers consolidés). À titre comparatif, la Société détenait pour 150,0 millions de dollars US de contrats de change à terme en date du 31 mars 2010. Ces contrats étaient assortis d'un taux de change moyen pondéré de 1,1436.

Au 31 mars 2011, la Société était également partie à des contrats de change à terme pour un montant total de 7,7 millions de dollars US à un taux moyen pondéré de 1,2343 (dollar canadien par rapport au dollar américain), échéant au cours des trois prochains exercices, pour couvrir le risque de change associé à certains dérivés incorporés.

En mars 2011, à la suite du renouvellement de la facilité de crédit de la Société, et dans le but de limiter l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt sur une portion de sa dette à long terme libellée en dollars US, conformément à sa politique de gestion des risques, la Société a conclu trois ententes de swaps de taux d'intérêt pour un montant total de 40 millions de dollars US et a racheté, au coût de 0,4 million de dollars, les deux ententes de swaps de taux d'intérêt existantes liées aux facilités de crédit précédentes. Les nouvelles ententes qui fixent le TIOL américain à 3,90 % pour un montant de 20 millions de dollars US et à 3,91 % pour un autre montant de 20 millions de dollars US, viendront à échéance en décembre 2015.

Le 31 mars 2011, la Société a désigné certaines dettes à long terme comme couvertures de ses investissements nets dans des établissements étrangers autonomes (se référer à la Note 2 des états financiers consolidés).

Impact de la conjoncture financière et économique

L'amélioration progressive de l'économie mondiale au cours de l'exercice financier 2011 a permis de renverser les tendances négatives observées au cours des deux exercices précédents. Dans le créneau des avions commerciaux gros porteurs, les fabricants ont annoncé des augmentations de leur cadence de production pour les années civiles 2011, 2012 et 2013, tandis que les marchés industriels que dessert la Société bénéficient d'une dynamique de plus en plus favorable. Cependant, la Société réévalue continuellement sa stratégie et sa gestion du risque, dans la mesure où des événements majeurs, tels que le désastre au Japon et l'instabilité dans les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, peuvent entraîner des conséquences négatives à court terme. Cela dit, le marché de l'aérospatiale militaire se stabilise, alors que les gouvernements tentent de résorber leur déficit.

Bien que le carnet de commandes de la Société demeure bien rempli, le report ou l'annulation de commandes d'achat supplémentaires pourraient avoir une incidence défavorable sur les résultats à venir. La Société cherche à maintenir un bon équilibre entre les ventes sur les marchés de l'aérospatiale commerciale et militaire, ce qui devrait lui permettre de réduire les risques associés à un éventuel ralentissement dans l'un ou l'autre de ces marchés clés.

En outre, la valeur du dollar canadien par rapport à la devise américaine exercera une pression supplémentaire sur les résultats à venir. Comme cela a déjà été mentionné, et comme il est souligné à la rubrique intitulée « Perspectives », la direction continue de concentrer ses efforts sur des initiatives d'optimisation de sa production et de réduction de ses coûts, ainsi que sur sa stratégie relative aux contrats de change à terme afin d'atténuer les fluctuations défavorables du taux de change.

D'un point de vue financier, la Société dispose d'un bilan solide. Elle respecte actuellement toutes ses clauses financières restrictives et prévoit qu'il en sera de même pendant les douze prochains mois. La Société ne prévoit pas avoir de problèmes de liquidité, étant donné que sa facilité de crédit bancaire lui est consentie par un syndicat de cinq banques à charte canadiennes et une filiale canadienne d'une banque américaine, qui bénéficient de cotes de crédit élevées, et que les principaux clients de la Société sont des chefs de file mondiaux dans leurs domaines respectifs. Cette facilité de crédit a été renouvelée et augmentée au cours de l'exercice financier 2011 et viendra à échéance en mars 2016.

Compte tenu des éléments ci-dessus, la Société maintient ses perspectives à court terme (se référer à la rubrique ci-après intitulée « Perspectives ») et n'entrevoit actuellement aucun élément à court terme qui pourrait compromettre le cours de ses activités. Cela dit, et sachant que la Société œuvre, en partie, dans des secteurs qui sont sensibles à la conjoncture économique, la direction continuera à faire preuve de prudence (se référer aux rubriques ci-après intitulées « Risques et incertitudes » et « Perspectives »).

Principales estimations comptables

Stocks, frais de développement capitalisés et coût des ventes

La direction de la Société utilise des estimations pour déterminer la valeur des stocks et le coût des ventes liés aux contrats de conception pour fabrication et aux contrats de fabrication d'assemblages majeurs. Une variation de 1 % des coûts futurs estimés pour compléter les quantités restantes en vertu des contrats de conception pour fabrication et des contrats de fabrication d'assemblages majeurs aurait un impact d'environ 0,7 million de dollars sur le coût des ventes de la Société.

Les frais non récurrents (frais de développement, de préproduction et d'outillage) sont inclus dans les actifs incorporels à durée de vie limitée. Il est prévu que ces frais seront récupérés au fur et à mesure que les ventes liées aux divers contrats seront réalisées et seront amortis en fonction de la quantité prévue par contrat.

Le nombre comptabilisé d'unités à être produites dans le cadre d'un contrat précis est déterminé au début dudit contrat ou à la date de son obtention et se fonde sur les estimations formulées par la direction quant à la demande anticipée pour l'avion ou le produit en question, lesquelles prévisions tiennent compte essentiellement des commandes fermes, des promesses d'achat et des options, des conditions prévalant sur le marché et de la conjoncture économique.

La direction révisé cette hypothèse importante sur une base trimestrielle, et une révision plus approfondie est réalisée à la clôture de l'exercice financier. L'effet de toute révision sur cette hypothèse est comptabilisé immédiatement par l'enregistrement d'un ajustement cumulatif durant la période ou l'année financière au cours de laquelle la révision est effectuée.

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation chaque année. Il peut arriver que ce test soit effectué plus fréquemment si des événements ou des circonstances particulières laissent croire que l'actif pourrait avoir subi une perte de valeur. La Société a choisi le quatrième trimestre comme période de référence annuelle aux fins d'évaluation de l'écart d'acquisition. Une perte de valeur de l'écart d'acquisition est comptabilisée lorsque la valeur actualisée des flux monétaires futurs anticipés pour l'unité déclarante dans son ensemble est inférieure à sa valeur comptable. Les estimations portant sur les flux monétaires futurs se fondent sur les hypothèses les plus probables de la direction en ce qui concerne les revenus, les coûts de fabrication, les frais indirects de fabrication ainsi que divers autres coûts. Ces estimations, lesquelles reposent sur la révision des contrats existants, des commandes anticipées, de la structure de coûts actuelle, des variations anticipées des coûts, des conventions collectives et des conditions générales du marché, sont soumises à un examen et à l'approbation de la haute direction de la Société. Les flux monétaires futurs sont actualisés sur la base d'une estimation du coût moyen pondéré du capital.

Régimes de retraite et avantages complémentaires de retraite

Diverses hypothèses actuarielles importantes sont retenues pour déterminer le coût des prestations de retraite et des autres avantages complémentaires de retraite ainsi que les obligations s'y rapportant. À cet égard, le taux d'actualisation et le taux prévu de rendement à long terme de l'actif des régimes constituent des hypothèses actuarielles particulièrement importantes pour établir la valeur desdits coûts et desdites obligations. Parmi les autres hypothèses actuarielles habituellement retenues figurent le taux de croissance de la rémunération des employés, de même que certains facteurs démographiques tels que l'âge de retraite des employés, le taux de mortalité et le taux de rotation du personnel. Ces hypothèses actuarielles font l'objet d'une révision annuelle.

Un taux d'actualisation inférieur accroît le coût des prestations de retraite et des obligations s'y rapportant. Une variation de 1 % du taux d'actualisation aurait un impact d'environ 0,4 million de dollars sur le coût des prestations déterminées liées aux régimes de retraite de la Société et de 4,8 millions de dollars sur le montant des obligations relatives aux prestations constituées.

Un taux de rendement prévu inférieur sur les actifs des régimes aurait également pour conséquence d'accroître le coût des prestations de retraite. Une variation de 1 % des hypothèses actuarielles de rendement aurait un impact d'environ 248 800 \$ sur le coût des prestations déterminées liées aux régimes de retraite de la Société.

Impôts sur les bénéfices

La Société comptabilise des actifs d'impôts futurs essentiellement par le biais de pertes fiscales inutilisées et d'écarts temporaires déductibles. La direction de la Société évalue et révisé la réalisation desdits actifs d'impôts futurs au moins une fois par année, à la clôture de l'exercice, afin d'établir si une provision pour moins-value s'avère nécessaire. Sur la base de cette évaluation, il est établi s'il est plus probable qu'improbable que la totalité ou une partie des actifs d'impôts futurs soit réalisée. Les facteurs pris en compte comprennent les revenus futurs établis sur la base de prévisions internes, les pertes subies au cours des exercices antérieurs récents et leur échéance, l'historique des pertes fiscales inutilisées de même qu'une planification fiscale raisonnable.

MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES

Première application des Normes internationales d'information financière au Canada

En février 2008, le Conseil des normes comptables («CNC») a confirmé que les PCGR du Canada pour les entités ayant une obligation d'information du public seraient remplacés par les Normes internationales d'information financière («IFRS») publiées par l'International Accounting Standards Board à compter de l'année civile 2011.

Par conséquent, pour ses états financiers consolidés intermédiaires de l'exercice 2012 ouvrant le 1^{er} avril 2011 et pour ses états financiers consolidés annuels au 31 mars 2012, la Société sera tenue de présenter ses résultats selon les IFRS et de fournir de l'information comparative selon les IFRS pour l'exercice 2011. C'est pour cette raison que la Société a publié ses derniers états financiers consolidés dressés selon les PCGR du Canada au 31 mars 2011.

Les IFRS utilisent un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR du Canada, mais présentent des différences importantes en ce qui concerne la comptabilisation, l'évaluation et l'information à fournir.

Dans le cadre du projet de conversion aux IFRS, la Société a élaboré un plan de conversion comprenant les étapes suivantes :

1. Établir les différences entre les IFRS et les PCGR du Canada
2. Évaluer l'incidence des différences applicables sur les états financiers consolidés
3. Évaluer les modifications à apporter aux processus internes de collecte et de présentation des données
4. Mettre en œuvre les modifications des systèmes
5. Former le personnel
6. Déployer la transition

La Société a terminé les phases 1 à 5 et a donc modifié ses systèmes, processus et contrôles pour satisfaire aux exigences des IFRS en matière de comptabilisation et d'informations à fournir. À la phase 6, la Société a mis en œuvre des processus visant à faciliter la comptabilisation en parallèle d'informations financières selon les IFRS, à la date de transition et pour les périodes intermédiaires, qui seront présentées à titre comparatif dans ses états financiers consolidés de l'exercice 2012 selon les IFRS.

La direction a terminé l'évaluation préliminaire des principales différences entre les IFRS et les PCGR du Canada actuels pour l'exercice 2011. L'incidence comptable préliminaire de ces importantes différences sur les capitaux propres consolidés au 1^{er} avril 2010 et au 31 mars 2011 est présentée dans le tableau 1 ci-après. L'incidence préliminaire connexe sur le bénéfice net consolidé et sur le résultat étendu consolidé pour l'exercice clos le 31 mars 2011 est présentée au tableau 2.

Tableau 1

Rapprochement des capitaux propres consolidés au 1^{er} avril 2010 (date de transition) de ceux au 31 mars 2011 :

	<u>Note</u>	(000\$)
Capitaux propres consolidés selon les PCGR du Canada au 31 mars 2010		217 092
Rajustements :		
Écart de conversion cumulé	E3	-
Acquisition d'une entreprise	E1	(1 365)
Méthode d'acquisition des droits des options d'achat d'actions	A4	-
Pertes actuarielles nettes non amorties	E2	(3 642)
Coût des services passés non amorti et obligation transitoire	A3	(1 060)
Tous les autres	A1, A2	<u>38</u>
Total des rajustements		(6 029)
Capitaux propres consolidés selon les IFRS au 1^{er} avril 2010		211 063
	<u>Note</u>	(000\$)
Capitaux propres consolidés selon les PCGR du Canada au 31 mars 2011		232 665
Rajustements :		
Rajustements des capitaux propres consolidés au 1 ^{er} avril 2010	Voir tableau 1	(6 029)
Rajustements du bénéfice net consolidé pour l'exercice clos le 31 mars 2011 ayant une incidence sur les capitaux propres consolidés au 31 mars 2011	Tableau 2	602
<ul style="list-style-type: none"> • Charge de rémunération à base d'actions incluse dans le bénéfice net 		<u>(211)</u>
		391
Rajustements du cumul des autres éléments du résultat étendu pour l'exercice clos le 31 mars 2011 ayant eu une incidence sur les capitaux propres consolidés au 31 mars 2011		
IFRIC 14	Tableau 2	(1 238)
Perte actuarielle	Tableau 2	<u>(1 246)</u>
Total des rajustements		(8 122)
Capitaux propres consolidés selon les IFRS au 31 mars 2011		224 543

Tableau 2

Rapprochement du bénéfice net consolidé et du résultat étendu consolidé pour l'exercice clos le 31 mars 2011 :

	<u>Note</u>	<u>PCGR du</u> <u>Canada</u>	<u>Rajustement</u>	<u>IFRS</u>
		<u>(000\$)</u>	<u>(000\$)</u>	<u>(000\$)</u>
Ventes		357 572		357 572
Coût des ventes ¹	A1, A2, A3	300 312	(955)	299 357
Bénéfice brut		57 260		58 215
Frais de vente et d'administration	A4	26 040	(211)	25 829
		31 220		32 386
Frais financiers, montant net	A1, A2	5 156	420	5 576
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et frais de restructuration		26 064		26 810
Frais de restructuration		637		637
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices		25 427		26 173
Impôts sur les bénéfices	A1, A2, A3	6 900	144	7 044
Bénéfice net		18 527	602	19 129
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts :		(1 253)		(1 253)
IFRIC 14	A3		(1 238)	(1 238)
Perte actuarielle	A3		(1 246)	(1 246)
Total – Autres éléments du résultat étendu		(1 253)	(2 484)	(3 737)
Résultat étendu		17 274	(1 882)	15 392

¹ Y compris l'amortissement de 23 610 \$ selon les PCGR du Canada et de 24 646 \$ selon les IFRS.

Des explications sur les rajustements selon les PCGR du Canada et les IFRS relativement aux tableaux 1 et 2 ci-dessus sont présentées ci-après :

A. Exemptions appliquées

L'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, permet aux sociétés qui appliquent les IFRS pour la première fois de se prévaloir de certaines exemptions aux exigences générales d'application des IFRS, à compter du bilan d'ouverture consolidé du 1^{er} avril 2010. La Société se prévaudra des exemptions suivantes :

- E1. L'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, s'appliquera aux acquisitions de filiales survenues après le 31 mars 2004. Par conséquent, nous avons revu le mode d'établissement et d'affectation du prix d'achat pour certaines acquisitions d'entreprises. Cette mesure a donné lieu à une baisse de l'écart d'acquisition et des capitaux propres consolidés à la date de transition.
- E2. La Société a choisi de comptabiliser toutes les pertes actuarielles cumulatives non amorties sur les régimes de retraite et autres avantages postérieurs à la retraite. Cette mesure a donné lieu à une hausse des autres passifs et à une baisse des capitaux propres consolidés à la date de transition.
- E3. Au 1^{er} avril 2010, la Société a choisi de transférer l'écart de conversion cumulé qui s'élevait à 15 816 \$ du cumul des autres éléments du résultat étendu aux bénéficiaires non répartis, ceci n'a donc pas eu d'incidence sur les capitaux propres consolidés à cette date.

B. Rajustements découlant de la transition des PCGR du Canada aux IFRS

A1. Contrats de location

Selon les PCGR du Canada, le classement des contrats de location-acquisition et de location-exploitation se fait à partir des résultats de tests quantitatifs. Les IFRS exigent une évaluation qualitative et quantitative du classement des contrats de location. C'est pourquoi certains contrats portant sur la machinerie et l'équipement comptabilisés à titre de contrats de location-exploitation selon les PCGR du Canada sont maintenant comptabilisés à titre de contrats de location-financement selon les IFRS. La principale incidence du changement est une augmentation des immobilisations corporelles de 6 834 \$ et une hausse de la dette à long terme de 7 377 \$. L'incidence sur les capitaux propres consolidés au 31 mars 2010 n'est pas importante.

A2. Provisions

Le bilan consolidé comprend des provisions représentant les montants estimatifs que la Société prévoit payer dans l'avenir. Selon les PCGR du Canada, ces montants ne sont pas actualisés pour tenir compte de la période pendant laquelle ces obligations seront réglées. Comme il est prévu dans l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, les montants de certaines provisions ont été actualisés. L'incidence sur les capitaux propres consolidés au 31 mars 2010 n'est pas importante.

A3. Avantages du personnel

Pour se conformer à l'IAS 19, *Avantages du personnel*, la Société :

- a adopté la méthode des unités de crédit projetées pour établir la valeur actuarielle des obligations au titre des prestations constituées. Selon les PCGR du Canada, la Société utilisait la méthode de répartition des prestations. Le changement de méthode n'a pas eu d'incidence importante sur les capitaux propres consolidés.
- a radié les coûts non amortis des services passés comportant des droits acquis et l'obligation transitoire. Cela a entraîné une augmentation des autres passifs et une diminution des capitaux propres consolidés.

Selon les PCGR du Canada, les écarts actuariels sont amortis aux résultats au moyen de la méthode du corridor. Selon les IFRS, la Société a choisi de comptabiliser tous les écarts actuariels dans les autres éléments du résultat étendu lorsqu'ils se produisent. Par suite de ce choix, les variations découlant de l'incidence de l'application de l'IFRIC 14 sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu à la période où elles se produisent. L'IFRIC 14, *Le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction*, limite l'évaluation des actifs au titre des régimes à prestations définies et pourrait aussi entraîner la création d'un passif.

A4. **Rémunération à base d'actions**

Par le passé, la Société amortissait le coût des options d'achat d'actions attribuées au moyen de la méthode linéaire. Afin de se conformer à l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, la Société adoptera la méthode d'acquisition des droits pour l'amortissement du coût des options d'achat d'actions octroyées. Ce changement de méthode entraîne une augmentation du surplus d'apport et une diminution correspondante des bénéfices non répartis, et n'a donc pas d'incidence sur les capitaux propres consolidés.

C. **Reclassements découlant de la transition des PCGR du Canada aux IFRS**

A5. **Facturations intermédiaires**

Selon les PCGR du Canada, les sommes reçues des clients au titre des facturations progressives sont déduites du coût des stocks y afférents. Selon les IFRS, des facturations progressives (facturations intermédiaires en IFRS) de 32 332 \$ au 1^{er} avril 2010 et de 33 365 \$ au 31 mars 2011 seront classées à titre de passifs à court terme et à long terme.

A6. **Provisions**

Les IFRS exigent que les provisions soient présentées séparément au bilan. Par conséquent, certaines provisions classées dans les postes Comptes fournisseurs et charges à payer et Autres passifs selon les PCGR du Canada seront présentées séparément.

A7. **Instruments financiers dérivés – passifs**

Selon les IFRS, les instruments financiers dérivés doivent être présentés séparément dans le bilan consolidé.

A8. **Impôts différés**

Les « impôts futurs » selon les PCGR du Canada sont désignés comme « impôts différés » selon les IFRS. Selon les PCGR du Canada, les impôts futurs étaient classés comme à court terme et à long terme en fonction du classement des passifs et des actifs auquel ils se rattachaient. Selon les IFRS, tous les actifs et passifs d'impôts différés seront classés comme à long terme (non courants en IFRS).

D. Présentation des états financiers

L'IAS 1 prescrit divers formats et exigences en matière de présentation des états financiers et des informations à fournir. La Société prévoit que l'adoption de l'IAS 1 donnera lieu à divers changements au format des états financiers consolidés et à l'inclusion de notes additionnelles.

E. Monnaie fonctionnelle

Selon les IFRS, les critères utilisés pour déterminer les monnaies fonctionnelles des entités présentant l'information financière de la Société diffèrent à certains égards de ceux employés en vertu des PCGR du Canada. Toutefois, la direction a établi qu'il n'y aura aucun changement dans les monnaies fonctionnelles de la Société par suite de la transition aux IFRS. La monnaie fonctionnelle de Héroux-Devtek Inc. et de ses entités opérantes au Canada est le dollar canadien. La monnaie fonctionnelle des entités opérantes aux États-Unis est le dollar américain.

La Société peut changer ses intentions ou modifier les incidences préliminaires relativement à des modifications potentielles aux IFRS actuellement en cours d'élaboration, ou compte tenu d'autres facteurs externes susceptibles de survenir à partir de maintenant et la date de publication des premiers états financiers consolidés selon les IFRS.

Les répercussions sur les technologies de l'information, les systèmes de données, les contrôles et procédures de communication de l'information et les contrôles internes sur l'information financière ont également été évaluées, et la Société a apporté les modifications préliminaires requises pour la conversion des PCGR du Canada aux IFRS.

Bien que notre plan de conversion ne soit pas encore entièrement complété, pour le moment, rien ne nous indique que la Société pourrait éprouver des difficultés à se conformer entièrement aux exigences en ce qui a trait à ses premiers états financiers consolidés intermédiaires IFRS.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES INTERNES

Conformément à la Norme multilatérale 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (la « NM 52-109 »), la Société a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, font état des contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles et des procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société leur a été communiquée et a été divulguée adéquatement dans les documents annuels visés par les règlements d'information continue.

Au 31 mars 2011, sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière, une évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société, au sens défini dans la NM 52-109, a également été réalisée. À la

lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures sont efficaces. Cette évaluation a tenu compte de la politique de communication de l'information de la Société et du fonctionnement de son comité de communication de l'information.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont également conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles internes à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux PCGR du Canada.

Au 31 mars 2011, sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière, une évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière, au sens défini dans la NM 52-109, a été réalisée. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que ses états financiers consolidés ont été dressés conformément aux PCGR du Canada.

Toutefois, un système de contrôle, peu importe la qualité de sa conception ou de sa mise en application, ne peut fournir qu'une assurance raisonnable, et non une assurance absolue, que les objectifs qu'il vise sont atteints.

Changements apportés aux contrôles internes à l'égard de l'information financière

Aucun changement n'a été apporté aux contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2011 ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir d'incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière.

RISQUES ET INCERTITUDES

Héroux-Devtek évolue dans des secteurs Industriels soumis à divers facteurs de risque et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence défavorable sur ses affaires, sa situation financière et ses résultats d'exploitation. Ces risques et incertitudes comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux faisant l'objet d'une description ci-après.

Dépendance envers des clients importants

La Société s'expose à un risque du fait de l'importance de certains contrats ou clients. Les six plus importants clients de la Société représentent environ 60 % de ses ventes. La perte d'une commande quelconque ou encore un délai imposé par l'un de ces clients pourrait avoir des répercussions négatives sur les résultats d'exploitation de la Société.

Lorsque cela est possible, la Société réduit la portée de ce risque en concluant davantage de contrats de vente à long terme avec ses principaux clients.

Disponibilité et prix des matières premières

Les principales matières premières achetées par la Société sont l'aluminium, l'acier et le titane. La Société n'a pratiquement aucun contrôle sur la disponibilité et le prix de ces diverses matières premières. La difficulté à obtenir des matières premières en quantité suffisante et en temps opportun, au même titre d'ailleurs que l'augmentation de leurs prix, pourrait avoir une incidence négative sur les activités de la Société et sa situation financière.

Au cours de l'exercice 2011, l'amélioration de la conjoncture économique à l'échelle mondiale et la croissance de l'économie chinoise en particulier ont fait en sorte que ce scénario est devenu encore plus d'actualité. Par conséquent, la Société a entrepris des démarches visant à atténuer ces risques. C'est ainsi que diverses clauses figurent désormais à ses contrats de vente importants à long terme, lesquelles dispositions prévoient le partage, avec ses clients, des risques liés à la disponibilité et au prix des matières premières. Par ailleurs, la Société négocie également des ententes d'approvisionnement à long terme avec ses fournisseurs de matières premières. Enfin, la Société a rehaussé les mesures qu'elle prend à l'égard du contrôle de sa chaîne d'approvisionnement pour s'assurer de recevoir ses produits de base en temps opportun.

Risques opérationnels

Les activités poursuivies par la Société sont soumises à des risques opérationnels, notamment la concurrence d'autres entreprises, le rendement des fournisseurs clés, les garanties relatives au rendement des produits, les risques liés à la réglementation, l'intégration fructueuse des nouvelles acquisitions, la dépendance envers le personnel clé et les systèmes d'information, lesquels représentent tous des facteurs susceptibles d'entraver la capacité de la Société à respecter ses obligations.

À la lumière des risques opérationnels susmentionnés, la Société a instauré diverses stratégies et mesures de contrôle visant à réduire leur incidence sur son exploitation. Celles-ci comprennent :

- Des processus visant à garantir le déroulement approprié des approbations de soumissions, de la planification et de la réalisation de projets, et l'application de normes de qualité à toutes les étapes de la conception d'un nouveau produit, des réalisations d'après dessin et des travaux d'assemblage, de réparation et d'entretien. Ceci inclut l'évaluation de la capacité de la Société à atteindre ses objectifs en matière de ventes (contrats à prix fermes, clauses d'indexation, etc.) et de coût des produits de même qu'à conclure des ententes à long terme avec ses principaux fournisseurs et à instaurer des processus de soumissions concurrentielles.
- Des mesures appropriées de gestion des flux de trésorerie en ayant recours aux avances de clients, dans certains cas, et aux opérations de couverture de change.

Répercussions des activités terroristes et de l'instabilité politique

L'incertitude persiste quant à l'impact qu'auront dans le futur la menace d'activités terroristes et les conflits en cours au Moyen-Orient sur le secteur de l'aérospatiale commerciale. Ces enjeux ont habituellement une incidence négative sur le trafic aérien commercial et un impact positif sur les dépenses militaires.

Conjoncture économique

Une conjoncture économique défavorable est susceptible d'avoir des répercussions négatives sur les activités de la Société. À titre d'exemple, l'industrie de l'aérospatiale civile des gros-porteurs a été confrontée dans les années passées à de nombreuses incertitudes, plus particulièrement du côté du marché des avions de 100 places et plus. Depuis l'exercice financier 2006, la faiblesse de la demande a exercé une influence négative sur le marché des jets régionaux; le marché des jets commerciaux est étroitement lié à la conjoncture économique. Par ailleurs, le marché de la production d'énergie industrielle s'est effondré suite au récent ralentissement économique. L'évolution de ces secteurs pourrait avoir une incidence négative sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société. Bien que l'on assiste à un retour progressif de la croissance à long terme, ces secteurs conserveront leur caractère cyclique. De plus, le ralentissement des activités de fabrication causé par une conjoncture économique défavorable pourrait se traduire en des coûts importants pour la Société au chapitre des mises à pied temporaires ou des cessations d'emploi des membres du personnel.

Dépenses d'ordre militaire

Même si d'importantes hausses des budgets consacrés aux dépenses militaires, principalement aux États-Unis, ont été annoncées ces dernières années, il n'en demeure pas moins que ces dépenses, approuvées par les instances gouvernementales sur une base annuelle, sont tributaires du climat politique et de l'évolution des priorités.

Fluctuations des devises

La Société s'expose à des risques liés aux fluctuations des devises du fait qu'elle poursuit certaines de ses activités au Canada en devises étrangères en plus de réaliser des affaires aux États-Unis. Dans le but d'atténuer ces risques de change et de se protéger, la Société a recours à des instruments financiers dérivés.

La politique de couverture du risque de change de la Société exige d'elle qu'elle réduise son exposition aux devises étrangères, essentiellement le dollar américain, résultant de ses activités canadiennes.

La politique de couverture exige la couverture de 50 à 75 %, en moyenne, de l'exposition aux devises étrangères identifiée, essentiellement pour les deux exercices financiers à venir, des entrées de fonds anticipées découlant de ventes libellées en devise américaine, réalisées par ses établissements canadiens et en lien avec des contrats de vente à long terme, déduction faite des sorties de fonds anticipées, en dollars US, liées principalement à l'achat de matières premières et certains autres coûts de matériaux. Cette politique de couverture vise également, pour une période additionnelle variant entre un et trois exercices financiers sur une base très réduite, les entrées/déboursés nets de fonds anticipés, d'une nature similaire à ceux susmentionnés, en lien avec certains contrats de vente spécifiques à long terme.

Situation de trésorerie et accès à des sources de financement

La Société a continuellement recours aux marchés financiers pour financer ses activités. Pour subvenir à ses besoins financiers, la Société fait usage de titres de créance à long terme et à court terme et puise à même les fonds autogénérés des activités d'exploitation. Tout facteur susceptible

d'entraver la capacité de la Société d'accéder aux marchés financiers, notamment les fluctuations importantes des taux d'intérêt, les changements de la conjoncture économique ou encore la perception qu'entretiennent les investisseurs à l'égard de sa situation financière ou de ses perspectives de croissance, pourrait porter préjudice à sa situation financière et à ses résultats d'exploitation.

Clauses restrictives

Les actes de fiducie régissant certaines créances de la Société, et plus particulièrement sa facilité de crédit, renferment des clauses restrictives qui, entre autres, limitent la capacité qu'a celle-ci de :

- vendre la totalité ou la quasi-totalité de ses éléments d'actif;
- contracter des titres de dette assortis d'une garantie;
- s'engager dans des transactions de fusion ou de consolidation;
- s'engager dans des transactions avec des sociétés apparentées.

La société est assujettie à diverses clauses restrictives financières en vertu de sa facilité de crédit, lesquelles doivent être respectées à tous les trimestres. Ceci inclut des clauses restrictives financières exigeant un ratio minimum du BAIIA sur le service de la dette, un ratio maximum de la dette nette sur le BAIIA et un ratio maximum de la dette nette sur capitaux propres, tous calculés sur une base consolidée. Ces expressions et ratios sont définis dans la facilité de crédit et ne correspondent pas nécessairement aux indicateurs financiers de la Société ni aux expressions utilisées dans le présent rapport de gestion.

En outre, la Société est assujettie à diverses clauses restrictives financières en vertu de certains contrats de location-acquisition et de location-exploitation et de prêts des autorités gouvernementales. Ceux-ci comportent des clauses restrictives financières exigeant un ratio minimum du fonds de roulement et un ratio maximum de la dette à long terme sur les capitaux propres sur la base du bilan consolidé de la Société de même que des niveaux minimums de capitaux propres pour certaines filiales de la Société.

Ces restrictions pourraient entraver la capacité qu'a la Société de financer ses activités futures ou ses besoins en capitaux, ou de s'engager dans d'autres activités commerciales potentiellement avantageuses pour elle.

Fluctuation des taux d'intérêt

La rentabilité de la Société pourrait subir les contrecoûts du niveau et des fluctuations des taux d'intérêt. Dans le cadre de son programme de gestion de l'actif et du passif, la Société a recours aux produits dérivés, lorsqu'approprié, pour atténuer ou réduire globalement ses risques financiers.

Afin d'atténuer ces fluctuations, la Société a mis en place une politique de placement à court terme qui dicte le niveau et le type de placements qu'elle devrait chercher à effectuer. La Société maintient également un bon équilibre entre les taux fixes et variables dans son portefeuille de financement.

Environnement commercial externe

La Société fait face à un certain nombre de facteurs de risque externes, plus particulièrement la conjoncture économique, les politiques gouvernementales, les changements de priorités des instances gouvernementales et la possibilité que les gouvernements sabrent leurs dépenses.

Pertes découlant de réclamations de dommages sous garantie

Complexes et perfectionnés, les produits fabriqués par la Société pourraient présenter des défauts difficiles à détecter et à corriger. Des imperfections pourraient être constatées dans les produits de la Société après leur livraison aux clients. Le cas échéant, la Société pourrait ne pas être en mesure de corriger ces irrégularités. L'apparition d'erreurs et de défauts dans les produits de la Société pourrait donner lieu à des réclamations au titre de la garantie ou encore mener à la perte de clients. Les réclamations, les erreurs ou les défauts sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable sur les résultats d'exploitation et les activités de la Société. En outre, en raison de la nature des activités de la Société, celle-ci pourrait être visée par des réclamations en responsabilité à l'égard de produits de sa propre fabrication ou encore de produits à l'égard desquels elle fournit des services. La société ne peut obtenir la certitude que sa couverture d'assurance suffira à couvrir une ou plusieurs réclamations d'importance. Qui plus est, nul ne peut garantir que la société sera en mesure d'obtenir une couverture d'assurance d'une teneur et d'un prix satisfaisants dans le futur. Se référer à la rubrique intitulée « Risques opérationnels » apparaissant plus haut.

Questions d'ordre environnemental

Les activités de la Société sont assujetties aux lois et à la réglementation environnementale relative aux risques pour la santé humaine et l'environnement. Des amendements à ces lois et règlements sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable important sur les activités et la situation financière de la Société. Cette dernière surveille ces risques au moyen de politiques et de systèmes de gestion de l'environnement.

Conventions collectives

La Société est partie à certaines conventions collectives échéant à divers moments dans le futur. Dans la mesure où la Société ne parvenait pas à reconduire ces conventions ou tout autre accord lorsqu'il y aurait lieu de le faire, il pourrait en résulter des arrêts et des interruptions de travail susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur les activités de la Société.

En mai 2010 et en avril 2011, la Société a renouvelé, respectivement, ses conventions collectives avec les employés de son usine d'aérostructure de Dorval et les employés de son usine de trains d'atterrissage de Longueuil, toutes les deux pour une période de trois ans. La convention collective de l'usine de trains d'atterrissage de Laval doit être renouvelée en décembre 2011.

Main-d'œuvre qualifiée

La capacité de Héroux-Devtek d'atteindre ses objectifs dans l'avenir dépend, en partie, de son habileté à attirer et à retenir à son service les travailleurs qualifiés nécessaires à la poursuite de ses activités. Il est anticipé que le marché des travailleurs spécialisés de l'industrie de l'aérospatiale demeurera fortement concurrentiel au cours des années à venir. L'incapacité de la

Société à attirer et à retenir à son service des travailleurs qualifiés, plus particulièrement des ingénieurs, des machinistes et des programmeurs, pourrait avoir une incidence négative sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

La réponse de la Société face à ce risque consiste à développer à l'interne les compétences de ses ressources humaines, à retenir les employés qualifiés qu'elle compte déjà dans ses rangs et à attirer les meilleurs talents qui soient en entretenant une culture organisationnelle forte. Par conséquent, Héroux-Devtek n'entrevoit pas un accroissement substantiel de ses besoins en matière de main-d'œuvre dans un avenir rapproché.

DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES CHOISIES

(000 \$ sauf les données par action)	Total	Premier trimestre	Deuxième trimestre	Troisième trimestre	Quatrième trimestre
<i>Pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2011</i>					
Ventes	357 572	82 541	83 194	85 843	105 994
BAIIA	54 830	11 448	10 813	14 204	18 365
Bénéfice net	18 527	3 183	2 556	5 064	7 724
Bénéfice par action (\$) – de base	0,62	0,11	0,09	0,17	0,26
Bénéfice par action (\$) – dilué	0,61	0,10	0,08	0,17	0,25
<i>Pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2010</i>					
Ventes	320 354	82 160	76 570	76 659	84 965
BAIIA	48 437	12 762	11 723	11 685	12 267
Bénéfice net	16 003	4 542	3 518	3 538	4 405
Bénéfice par action (\$) – de base	0,52	0,15	0,11	0,12	0,14
Bénéfice par action (\$) – dilué	0,52	0,15	0,11	0,12	0,14

Résultats du quatrième trimestre de l'exercice financier 2011

La Société a produit des résultats financiers records pour le trimestre terminé le 31 mars 2011, avec des ventes de 106,0 millions de dollars, en hausse par rapport à 85,0 millions de dollars pour la même période l'an passé. Si l'on exclut les ventes de 12,8 millions de dollars effectuées par Eagle et E2, les ventes consolidées ont augmenté de 8,2 millions de dollars, soit 9,7 % et ce, malgré l'incidence négative de 2,3 millions de dollars attribuable au taux de change USD/CAD. De plus, les ventes ont souffert de la baisse des ventes de trains d'atterrissage destinés au marché militaire en raison d'une demande moindre pour les pièces de rechange, de la baisse des ventes liées au F-22 occasionnée par l'achèvement de ce programme, et de la baisse des ventes liées aux gros porteurs commerciaux, principalement en raison d'une baisse de la cadence de production du B-777. Les ventes ont augmenté grâce à la hausse des ventes de pièces de rechange pour le F-16, à l'obtention de nouveaux contrats dans le cadre des programmes du Fokker, du B-787 et du B-2, à la hausse des ventes liées aux avions d'affaires et aux hélicoptères, ainsi qu'à l'augmentation de la productivité des services de réparation et d'entretien.

Une augmentation des ventes liées au programme JSF (F-35) a également eu un impact favorable sur le chiffre de ventes du quatrième trimestre de l'exercice 2011, si bien que les ventes de ce programme pour l'exercice financier au complet ont été marginalement supérieures à celles de l'année précédente.

La marge bénéficiaire brute pour le trimestre était de 18,6 %, par rapport à 15,8 % l'année précédente. Si l'on exclut l'impact de l'acquisition d'Eagle et E2, la marge bénéficiaire brute, exprimée en pourcentage des ventes, aurait été de 19,5 %. Au quatrième trimestre, toutes les lignes de produits ont amélioré leur marge bénéficiaire brute, autant en dollars qu'en pourcentage, comparativement à l'année précédente. L'augmentation générale des ventes aussi bien du secteur de l'aérospatiale que de l'Industriel, la composition plus favorable des ventes, ainsi que l'amélioration continue de la productivité du secteur Industriel expliquent l'augmentation importante de la marge bénéficiaire brute au dernier trimestre de l'exercice financier 2011. Le bénéfice net a atteint 7,7 millions de dollars, soit 0,25 \$ par action sur une base pleinement diluée, comparativement à un bénéfice net de 4,4 millions de dollars, soit 0,14 \$ par action sur une base pleinement diluée, un an plus tôt.

Les fonds autogénérés liés aux activités d'exploitation ont atteint 16,7 millions de dollars, comparativement à 12,3 millions de dollars au quatrième trimestre de l'année précédente, en raison de l'augmentation du bénéfice net et des frais d'amortissement. La variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement représente une sortie nette de 14,1 millions de dollars, comparativement à une entrée nette de 14,3 millions de dollars au dernier trimestre de l'exercice précédent. Cette sortie nette du quatrième trimestre s'explique principalement par l'augmentation des comptes clients (25,0 millions de dollars), en partie contrebalancée par une baisse des stocks (4,2 millions de dollars) et une hausse des comptes fournisseurs et charges à payer (5,9 millions de dollars) comparativement au trimestre précédent, terminé le 31 décembre 2010. Ces variations résultent du volume de ventes record réalisé au dernier trimestre de l'exercice financier 2011. L'entrée nette de 14,3 millions de dollars de l'exercice précédent provenait principalement d'une baisse des comptes clients (3,9 millions de dollars) en lien avec la baisse du volume de ventes au quatrième trimestre, et d'une baisse des stocks (9,8 millions de dollars) (se référer à la rubrique ci-dessus intitulée « Bilans consolidés »).

PERSPECTIVES

Les conditions continuent de s'améliorer dans le marché de l'aérospatiale commerciale. Malgré le prix élevé du carburant et l'incertitude causée par le désastre au Japon et l'instabilité dans les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, l'IATA prévoit une croissance de 5,6 % du transport de passagers et de 6,1 % du transport de marchandises pour l'année civile 2011.

Dans le créneau des avions commerciaux gros porteurs, les fabricants ont annoncé une augmentation de la cadence de production de plusieurs programmes importants pour les années civiles 2011, 2012 et 2013.¹¹ De plus, pour les trois premiers mois de l'année civile 2011, le nombre de nouvelles commandes surpasse celui de l'année précédente, et Boeing et Airbus ont annoncé une hausse des livraisons pour l'année civile 2011. Enfin, Boeing et Airbus ont indiqué

¹¹ Sources : Communiqués publiés par Boeing les 20 déc. 2010, 16 sept. 2010, 15 juin 2010, 17 mai 2010, 19 mars 2010. Communiqués publiés par Airbus le 3 février 2011, le 30 juillet 2010 et le 9 mars 2010.

que leur carnet de commandes représente toujours environ six années de production, selon la cadence prévue.

Le marché des avions d'affaires montre des signes d'une reprise depuis le début de 2011. Le taux d'utilisation des avions continue d'augmenter, tandis que le nombre d'avions d'occasion à vendre continue de baisser. Cependant, la croissance économique mondiale plus forte n'est prévue engendrer une véritable reprise des livraisons qu'à partir de l'année civile 2012¹².

Le marché de l'aérospatiale militaire se stabilise, alors que les gouvernements tentent de résorber leur déficit. En ce qui a trait au programme du JSF, le gouvernement américain a mis la version à décollage court et atterrissage vertical (ADCAV) en probation pour une période de deux ans, mais l'accélération de la cadence de production des autres versions se poursuit, bien qu'à un rythme légèrement plus modéré à court terme. Cette période de probation devrait conduire à une légère réduction du nombre d'unités produites et expédiées par Héroux-Devtek au cours de l'exercice 2012, comparativement à l'exercice 2011. Au Canada, la décision du gouvernement d'acquérir 65 avions JSF devrait engendrer des retombées pour l'industrie aérospatiale canadienne.

La conjoncture demeure favorable dans les principaux marchés industriels que dessert la Société. Dans le secteur de la production d'énergie, d'importants fabricants d'équipement nord-américains ont annoncé un nombre croissant de nouvelles commandes au cours des derniers trimestres. Les carnets de commandes d'importants fabricants d'équipements lourds sont également en nette progression¹³.

Il est prévu que les dépenses en immobilisations pour l'exercice 2012 s'élèveront à environ 26 millions de dollars, incluant un investissement de 5 millions de dollars pour la nouvelle usine au Mexique.

L'intégration d'Eagle et E2 est presque terminée et la priorité de la Société pour l'exercice financier 2012 sera d'optimiser ses opérations et d'en maximiser l'efficacité, surtout grâce à une spécialisation accrue de ses usines. Ces améliorations, ainsi que son bilan solide et l'augmentation récente de sa facilité de crédit, positionnent Héroux-Devtek pour considérer une autre acquisition stratégique qui lui permettrait de diversifier son portefeuille de produits et ses technologies.

Au 31 mars 2011, le carnet de commandes fermes de Héroux-Devtek s'élevait à 502 millions de dollars, incluant le carnet de commandes d'Eagle et E2, comparativement à 423 millions de dollars au début de l'exercice financier. Malgré son carnet de commandes bien rempli et les solides relations d'affaires qu'elle entretient avec ses clients, la Société doit continuellement chercher à accroître sa productivité et à réduire sa base de coûts afin de demeurer concurrentielle à l'échelle mondiale, compte tenu de la volatilité du dollar canadien et de l'incertitude liée à ses fluctuations continues par rapport à la devise américaine.

¹² Sources : JETNET, FAA.

¹³ Sources : Communiqué publié par GE le 21 avril 2011. Communiqué publié par Caterpillar le 29 avril 2011.

En supposant que le dollar canadien demeure à parité avec le dollar américain et compte tenu de ses contrats de change à terme, la Société prévoit une croissance interne des ventes de l'ordre de 5 % pour l'exercice financier qui se terminera le 31 mars 2012.

Renseignements supplémentaires et information continue

Cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation a été approuvée par le Comité d'audit le 25 mai 2011 et par le conseil d'administration le 26 mai 2011. De l'information plus récente concernant la Société est disponible sur le site Web SEDAR à l'adresse www.sedar.com.